

L'an DEUX MILLE VINGT-DEUX, le VENDREDI 18 NOVEMBRE, à 15 h 06, le conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en SIXIÈME SÉANCE ANNUELLE, dans la salle du conseil municipal, sur convocation légale de la maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (séance clôturée à 17 h 58).

ÉTAIENT PRÉSENTS

(dans l'ordre du tableau)

Éricka BAREIGTS, Jean-François HOAREAU, Brigitte ADAME, Jean-Pierre MARCHAU, Julie PONTALBA, Gérard FRANÇOISE, Monique ORPHÉ, Ibrahim DINDAR, Yassine MANGROLIA, Sonia BARDINOT, Jacques LOWINSKY, Marie-Anick ANDAMAYE (arrivée à 15 h 34 au rapport n° 22/6-001), Gilbert ANNETTE, Marylise ISIDORE, Stéphane PERSÉE, Claudette CLAIN, Geneviève BOMMALAIS, Virgile KICHENIN, Karel MAGAMOOTOO, Fernande ANILHA, Christelle HASSEN, Jacqueline PAYET, Philippe NAILLET, Érick FONTAINE, Jean-Claude LAKIA-SOUCALIE, Guillaume KICHENAMA, Jean-Alexandre POLEYA, Arnaud HUGUET, Christèle BEAUMIER, Benjamin THOMAS, Raihanah VALY, Nouria RAHA, Julie LALLEMAND, Jean-Max BOYER, Audrey BÉLIM, Jean-Pierre HAGGAI, Noela MÉDÉA MADEN, Henriette BABET, Haroun GANY, Vincent BÈGUE, Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

(dans l'ordre du tableau)

Dominique TURPIN	pour toute la durée de la séance	par Benjamin THOMAS
Marie-Anick ANDAMAYE	jusqu'à son arrivée à 15 h 34 au rapport n° 22/6-001	par Brigitte ADAME
David BELDA	pour toute la durée de la séance	par Monique ORPHÉ
Éric DELORME		par Gilbert ANNETTE
Joëlle RAHARINOSY		par Jacques LOWINSKY
Gérard CHEUNG LUNG		par Christèle BEAUMIER
Alexandra CLAIN		par Jean-François HOAREAU
Aurélie MÉDÉA		par Jean-Max BOYER
Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDI		par Karel MAGAMOOTOO
Michel LAGOURGUE		par Jean-Pierre HAGGAI
Jean-Régis RAMSAMY		par Henriette BABET

DÉSIGNATION DE LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, procédé à la nomination de la secrétaire de séance prise dans le sein du conseil municipal. Audrey BÉLIM a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice (41 présents sur 55), ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En vertu de l'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part aux délibérations portant sur les rapports dont la liste suit.

Élus intéressés	en qualité de	au titre du (de l', de la)	rapport n°
- Sonia BARDINOT	déléguée / Ville	CAUE	22/6-011 et 22/6-012
(*) Éric DELORME (mandataire : Gilbert ANNETTE)	délégués / Ville (titulaire)	Sidélec Réunion	22/6-013
- Jean-François HOAREAU	(suppléant)		
- Jean-François HOAREAU	délégués / CINOR	ÉPFR	22/6-020
- Julie PONTALBA			
- Gilbert ANNETTE			
- Benjamin THOMAS			
(*) David BELDA (mandataire : Monique ORPHÉ)	délégué / Ville	SÉDRÉ	22/6-021
- Érick FONTAINE	délégué / Ville	SHLMR	du 22/6-024 au 22/6-026

CAUE	Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement	Sidélec Réunion	Syndicat intercommunal d'Électricité du Département de la Réunion (Comité syndical)
CINOR	Communauté intercommunale du Nord de la Réunion	ÉPF Réunion	Établissement public foncier de la Réunion
SÉDRÉ	Société d'Équipement du Département de la Réunion	SHLMR	Société d'Habitations à Loyer modéré de la Réunion

(*) *élus absents / représentés*

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

Marie-Anick ANDAMAYE	arrivée à 15 h 34	au rapport n° 22/6-001
Vincent BÈGUE	parti à 16 h 37	au rapport n° 22/6-002
Audrey BÉLIM	sortie à 17 h 00	au rapport n° 22/6-003
	revenue à 17 h 07	au rapport n° 22/6-005
Sonia BARDINOT	sortis à 17 h 19	au rapport n° 22/6-011
(voir élue intéressée : CAUE)		
Philippe NAILLET	revenus à 17 h 23	au rapport n° 22/6-012
Jean-François HOAREAU	sorti à 17 h 23	au rapport n° 22/6-013
(voir élu intéressé : Sidélec Réunion)		
	revenu à 17 h 28	au rapport n° 22/6-015
Gilbert ANNETTE	sorti à 17 h 23	au rapport n° 22/6-013
	revenu à 17 h 29	au rapport n° 22/6-016
Jean-François HOAREAU	sortis à 17 h 34	avant le rapport n° 22/6-020
Julie PONTALBA	revenus à 17 h 35	après le vote
Benjamin THOMAS		
(voir élus intéressés : ÉPFR)		
Gilbert ANNETTE	parti à 17 h 34	avant le rapport n° 22/6-020
(voir élu intéressé : ÉPFR)		

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

(suite)

Monique ORPHÉ	sortie à 17 h 35	avant le rapport n° 22/6-021
	revenue à 17 h 37	au rapport n° 22/6-024
Érick FONTAINE (voir élu intéressé : SHLMR)	sorti à 17 h 37	avant le rapport n° 22/6-024
	revenu à 17 h 40	après le vote du rapport n° 22/6-026
Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY	sortie à 17 h 43	au rapport n° 22/6-029
	revenue à 17 h 48	au rapport n° 22/6-034

OBJET SODIPARC

Rapport des représentants de la Ville de Saint-Denis pour 2021

L'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales régissant l'administration et le contrôle des Sociétés d'Économie mixte locales (SÉML) prévoit que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements d'actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont été apportées à la Société d'Économie mixte.

La Commune de Saint-Denis est actionnaire de la SODIPARC et possède 21 % de son capital social. Depuis l'Assemblée générale extraordinaire (AGE) du 19 juin 2019, le capital est passé à 9 000 000 € et se maintient en 2021. Le nombre de titres reste inchangé ; la valeur unitaire est passée de 266,67 à 2 400 € depuis 2020.

La SODIPARC est présidée par Monsieur Gérard FRANÇOISE. En tant qu'actionnaire, la Ville est représentée au Conseil d'Administration par Monsieur Virgile KICHENIN, Monsieur Jean-Alexandre POLEYA, ces derniers ont assisté à l'ensemble des conseils tenus en 2021. Le représentant de la Ville à l'Assemblée générale des Actionnaires est Monsieur Jean-Pierre MARCHAU.

Les domaines d'intervention de cette SÉML sont ceux qui touchent à la mobilité urbaine. Cette société a pour objet :

- l'étude et la construction pour son compte ou celui d'autrui de parcs de stationnement ;
- la vente, la location, la gestion ou l'exploitation desdites constructions, ainsi que l'exploitation du stationnement payant sur la voirie et ses dépendances ;
- la gestion et l'exploitation de transport en commun de personnes ;
- tous travaux d'études relatifs à la circulation et aux déplacements de personnes et de marchandises, toutes prestations de services connexes et complémentaires se rapportant à cet objet ; toutes délégations ou concessions ;
- la formation continue.

Les faits marquants pour l'activité stationnement en 2021

Entre 2020 et 2021, le périmètre des activités de la SODIPARC n'a pas évolué. Les prestations réalisées durant l'année 2021 par la SÉML l'ont été dans le cadre soit de la Délégation de Service public qui lui a été confiée depuis 2006 par la Ville, soit du contrat de prestation de service qui lie la SODIPARC à sa filiale HOIPARK pour l'exploitation du parking du CHU pour vingt-cinq ans.

Deux sociétés étaient en attente de consolidation. Créée le 24 septembre 2021, la société ETOI'L sera consolidée lors du prochain exercice car son activité a débuté au premier trimestre 2022. À l'inverse pas de consolidation pour la SCI RIEUL dont l'activité est jugée non significative.

L'année 2021 a été marquée par la sortie du confinement et par conséquent par la reprise de l'activité dont le contrôle du stationnement sur voirie. Au niveau des marchés, la SODIPARC complète ses missions par l'obtention en septembre 2021 du contrôle et de la gestion des contentieux du stationnement payant à Saint-Denis. En projet en 2020, la mise en place des cartes prépayée est désormais effective.

La SEAM ESTIVAL est désormais devenue une Société publique locale (SPL), en raison de ce changement de statuts, ses titres détenus à 3 % par la SODIPARC sont cédés.

Sur le plan financier, l'année 2021, s'est soldée pour la SÉML par un résultat net bénéficiaire de 559 000 € contre 122 000 € en 2020. Cette hausse significative est liée à la sortie du confinement et à la reprise des activités.

Les faits marquants pour l'activité transport en 2021

L'activité transport et les services qu'elle apporte au réseau Citalis, sont toujours marqués par la crise sanitaire. La reprise de la vente à bord se fait désormais sans rendre la monnaie afin de préserver la santé des agents.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers un plan d'action de lutte contre la fraude et les incivilités a été mis en place.

Toutefois après la crise sanitaire, la SODIPARC a dû faire face à un incendie des serveurs hébergeant les données billettiques rendant impossible la vente et le contrôle des titres de transports du 10 au 26 mars 2021.

Sur le plan financier, le résultat net de l'activité transport est encore déficitaire à – 19 000 € contre – 688 000 € en 2020.

Le bilan économique et social

Globalement pour l'entreprise, il ressort du bilan économique pour l'année 2021 un résultat d'exploitation de 481 000 € contre – 405 000 € en 2020 et un résultat net de 540 000 € contre – 566 000 € en 2020.

Sur le plan social, la société comptait au 31 décembre 2021, deux-cent-quatre-vingt-onze personnes en contrat à durée indéterminée contre deux-cent-quatre-vingt-neuf en 2020. Cent-quatre-vingt-dix-neuf salariés ont bénéficié de 5 282 h de formation, soit une augmentation de 33 %. Le plan d'épargne entreprise mis en place en 2012 est resté en vigueur, cependant compte tenu des résultats déficitaires, l'entreprise n'a pas été en mesure de verser à ses salariés une prime d'intéressement.

Les perspectives pour 2022

Depuis quelques années, la SODIPARC se positionne sur divers marchés de prestation de services et s'impose régulièrement dans un environnement de plus en plus concurrentiel. L'année 2022 doit voir l'aboutissement de nombreux projets qui étaient en gestation ou en attente en 2021. Dans une recherche de diversification d'activités, la création d'une filiale dédiée à la formation et à la publicité doit se concrétiser.

Pour l'avenir, elle doit pouvoir compter sur le positionnement stratégique qu'elle a choisi de se fixer notamment sur des activités à forte plus-value de savoir-faire ou sur des activités et des services mobilisant des nouvelles technologies. On verra la mise en place du guidage à la place au moyen d'une application les usagers pourront localiser les stationnements disponibles lors de leur déplacement dans le centre-ville.

Attendu pour la fin 2021, finalement la société ETOI'L dont la SODIPARC est actionnaire, lance le 15 mars 2022 le premier téléphérique 100 % urbain de France soit 2,7 km desservi par cinq stations. L'arrivée de ce mode de déplacement implique obligatoirement la restructuration du réseau de bus dans un souci d'optimisation et de rationalisation de l'intermodalité.

Pour préparer l'avenir et restée proactive sur les domaines de la mobilité durable, la SODIPARC poursuivra la prise en compte de l'émergence de nouveaux outils digitaux. Parallèlement, très actif sur le domaine de la mobilité durable la SODIPARC envisage de lancer une offre de location de vélos, de trottinettes et de transport à la demande (TAD) sur le secteur des mi-pentes de Saint-Denis (Bois-de-Nèfles).

L'entreprise s'attachera par ailleurs à porter une attention particulière au management de l'exploitation ainsi qu'à la préservation de l'environnement au travers du développement durable. Pour ce faire, une attention particulière sera portée sur la consolidation du rôle social et sociétal de la SODIPARC.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

OBJET **SODIPARC**
Rapport des représentants de la Ville de Saint-Denis pour 2021

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N°22/6-017 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur Jean-Pierre MARCHAU - 3ème adjoint au nom des commissions « Ville Ecologique » et « Ville Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
(pas de vote)

Prend acte du rapport d'activité 2021 de la SODIPARC.

RAPPORT D'ACTIVITÉS *sodiparc* - 2021



SOMMAIRE

LE GROUPE SODIPARC	4
I. ACTIONNARIAT AU 31 DECEMBRE 2021	7
II. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SODIPARC	8
III. LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	8
IV. LES FILIALES ET LES MOYENS	9
V. LES EFFECTIFS	10
VI. LES CADRES D'INTERVENTION DE LA SODIPARC	11
L'ACTIVITE TRANSPORT	14
I. FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2021	15
II. ANALYSE FINANCIERE DE L'ACTIVITE TRANSPORT	24
L'ACTIVITE STATIONNEMENT	26
I. FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2021	27
II. ANALYSE FINANCIERE DE L'ACTIVITE STATIONNEMENT	30
BILAN ECONOMIQUE POUR LA SODIPARC	32
I. LES COMPTES DE RESULTAT DE LA SODIPARC	33
II. EVOLUTION DES RESULTATS ET PERFORMANCES	35
III. ETAT DES DIVIDENDES VERSES AU TITRE DES 3 DERNIERS EXERCICES	37
IV. ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	37
V. DEPENSES SOMPTUAIRES	37
VI. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT	38
VII. EVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIERE DE SODIPARC DE 2017 A 2021	38
VIII. LE BILAN DE LA SOCIETE SODIPARC	40

RAPPORT DE GESTION DES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE SODIPARC	41
I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2021	42
II. AUTRES INFORMATIONS	42
III. LES PERSPECTIVES	42
IV. ACTIVITÉS ET RÉSULTAT DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2021	44
V. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE	45
VI. LES PERFORMANCES DU GROUPE EN CHIFFRES	45
BILAN SOCIAL	46
I. CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE COVID-19	47
II. POLITIQUE D'INSERTION SOCIALE ET ENTREPRISE APPRENANTE	48
III. RESSOURCES HUMAINES	49
IV. INSTANCE REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL ET DIALOGUE SOCIAL	49
V. ACCORDS D'ENTREPRISE ET MESURES SOCIALES	50
VI. INDEX ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES – HOMMES	51
VII. LA FORMATION EN 2021	56
VIII. LA PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX	62
PERSPECTIVES APRÈS 2021	66
ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION 2021	69
I. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES SIGNIFICATIVES À L'INTÉRIEUR DU GROUPE	70

LE GROUPE SODIPARC



LE GROUPE SODIPARC

Date de création :	30 Octobre 1990
Siège Social :	14 Rue Gabriel de Kerveguen - 97490 Sainte-Clotilde
Forme Juridique :	Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Code APE 4931Z - N°SIRET : 37999473400042
Capital Social :	9 000 000 €

Le capital de la SODIPARC a été augmenté par incorporation de réserves à hauteur de 8 000 K€ sur décision de l'AGE du 19 juin 2019. Le nombre de titres ne change pas et la valeur unitaire passe de 266.67 € à 2 400 €.

La SAEM SODIPARC a pour objet :

1. L'étude et la construction pour son compte ou celui d'autrui, notamment sous le régime de la concession, de parcs de stationnement et de toutes installations commerciales, administratives ou autres qui pourraient y être rattachées.
2. La vente, la location, la gestion ou l'exploitation par voie, notamment, de concession ou d'affermage desdites constructions ou de toutes autres réalisations de même nature dont la construction n'aurait pas été réalisée par la Société et également, l'exploitation du stationnement payant sur la voie publique et ses dépendances.
3. Tous travaux d'études concernant le constat, le suivi, l'adaptation, le développement et l'évolution de l'offre des besoins en matière de circulation et de déplacements de personnes et de marchandises ainsi que toutes prestations de services connexes et complémentaires se rapportant à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'exécution - Toutes délégations et concessions de services publics.
4. La formation professionnelle continue

A cet effet, la société pourra procéder à toutes études, effectuer toutes opérations, mobilières et immobilières, civiles, commerciales ou financières se rapportant aux objets définis ci-dessus ou à tous autres objets similaires ou connexes.

LE PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Le groupe SODIPARC se compose de la mère et deux filiales : la SARL TAXINOR et la SAS HOIPARK.

La SODIPARC détient par ailleurs 26% de la SCI RIEUL, propriétaire d'un ensemble immobilier situé rue Félix Guyon à Saint-Denis.

Au 31/12/2021, la société ETOI'L n'a pas été consolidée. Cette dernière a été créée en date du 24/09/2021, mais son activité n'a commencé qu'au 15/03/2022. Elle sera consolidée sur le prochain exercice.

La SODIPARC détenait également 3 % du capital de SAEM ESTIVAL.

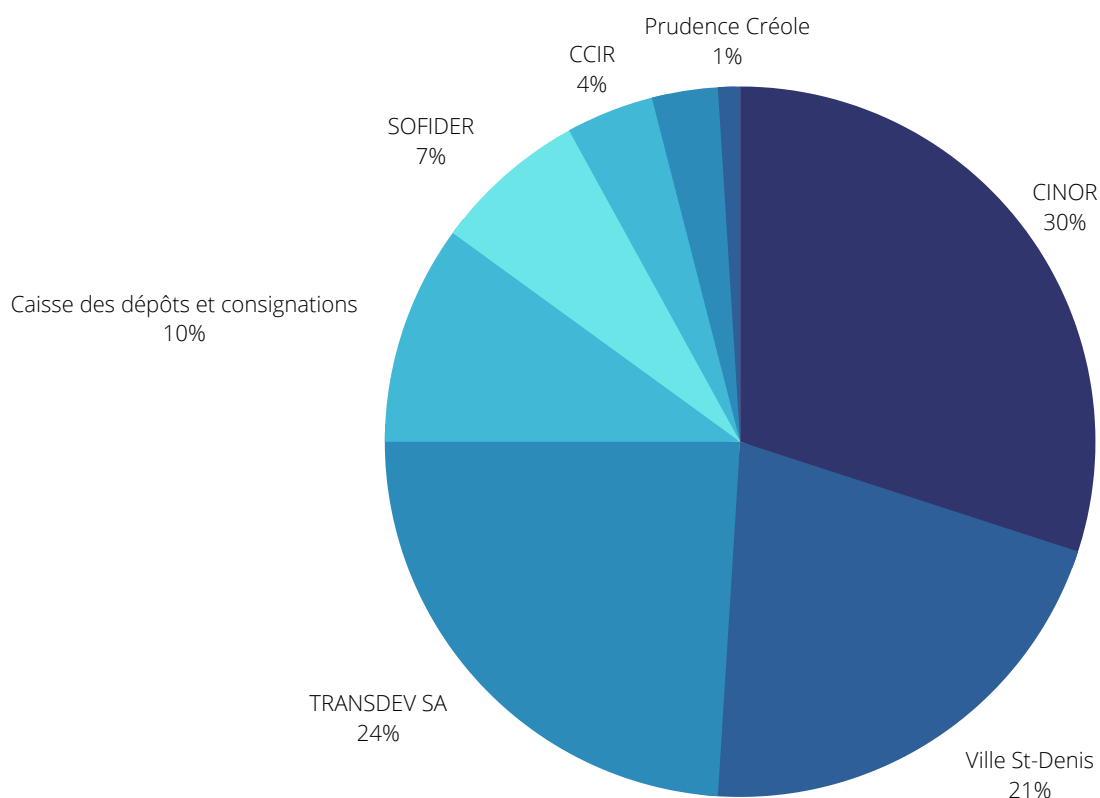
Les activités de ces 2 entités ne rentrent pas dans le périmètre consolidé du groupe.

I. ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2021

Les actionnaires de la SODIPARC possèdent 3 750 actions, réparties de la manière suivante

la CINOR	30%	2 700 000 €	1 125 actions
La Ville de Saint-Denis	21%	1 872 000 €	780 actions
TRANSDEV SA	24%	2 138 400 €	891 actions
La Caisse des Dépôts et Consignations	10%	909 600 €	379 actions
La SOFIDER	7%	648 000 €	270 actions
La Chambre C. de l'Industrie de la Réunion	4%	360 000 €	150 actions
La Caisse d'Epargne (*)	3%	240 000 €	100 actions
Prudence Créole GFA	1%	132 000 €	55 actions

(*) après sa fusion absorption de la Banque de la Réunion.



En 2021, les représentants des actionnaires siégeant aux Assemblées Générales sont :

Monsieur **Jean-François HOAREAU** pour la **CINOR**

Monsieur **Jean Pierre MARCHAU** pour la **Ville de Saint-Denis**

Monsieur **Julien TENENBAUM** pour **Transdev SA**

Monsieur **Jean-Marie BASSOUAMINA** pour la **Caisse des Dépôts et Consignations**

Monsieur **Fabien De TOLEDO** pour la **SOFIDER**

Monsieur **Johnny GRINDU** pour la **C.C.I.R.**

Monsieur **André AUZET** pour la **Caisse d'Epargne et BR**

Madame **Florence CESMAT** pour la **Prudence Créole GFA**

II. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SODIPARC

Le Conseil d'Administration actuel de la SODIPARC est présidé par Monsieur Gérard FRANCOISE élu le 03 août 2020, Président Directeur Général de la SODIPARC.

Les membres du Conseil d'Administration sont :

Monsieur Gérard FRANCOISE	CINOR
Madame Marie-Lyne SOUBADOU	CINOR
Monsieur Serge ALPOU	CINOR
Monsieur Virgile KICHENIN	Commune de Saint-Denis
Monsieur Alexandre POLEYA	Commune de Saint-Denis
Monsieur Imran ALIBHAYE	TRANSDEV SA
Monsieur Johnny GRINDU	C.C.I.R
Monsieur Jean-Marie BASSOUAMINA	Caisse des dépôts et des consignations

III. LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La Direction Générale est assurée par :

- Monsieur Gérard FRANCOISE, Président Directeur Général
- Monsieur Nicolas RUPERT, Directeur Général Délégué

Ces 2 mandataires sociaux ont exercé par ailleurs des mandats et des fonctions comme suit durant l'exercice :

- **Monsieur Gérard FRANCOISE est :**

- Administrateur au sein de la Mission Locale Nord, de la TERRITO'ARTS et de la SPL EDEN
- Représentant de la Ville de Saint-Denis au sein des Assemblées Générales de la NORDEV
- Président de la SAS HOPIPARC

- **Monsieur Nicolas RUPERT est :**

- Représentant de la SODIPARC au sein de la filiale TAXINOR

Monsieur Nicolas RUPERT n'occupe plus le poste de Censeur au sein de la SEM ESTIVAL suite à la transformation de la SEM en SPL ; la SEM ESTIVAL ayant procédé au rachat des parts à la SODIPARC.

Il n'existe pas par ailleurs de conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % et une filiale de la SODIPARC, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice est le suivant : Il n'existe pas de limitation de pouvoirs de la Direction Générale.

IV. LES FILIALES ET LES MOYENS

• SARL TAXINOR

TAXINOR est détenue à hauteur de 81 % par SODIPARC. Cette société dédiée à l'exploitation de lignes de bus agissait historiquement sur le réseau CITALIS en sous-traitance de la SODIPARC. Depuis 2016, en co-traitance au sein du groupement titulaire du contrat de DSP Transport, elle confie en sous-traitance les services des lignes à divers taxiteurs.

La plupart de ces taxiteurs sont actionnaires de la Sarl et sont liés à la structure TAXINOR par un contrat de prestations de service. La gérance de cette structure est assurée par Monsieur Souresh ASSABY depuis 2020.

• SAS HOPIPARK

La SAS HOPIPARK a été créée en 2011 pour assurer le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement public du Centre Hospitalier Félix Guyon à Saint-Denis. Cette SAS porte le contrat de concession conclu avec le CHU pour une durée de 25 ans. L'exploitation de ce parking est assurée depuis novembre 2013 par la SODIPARC.

Depuis fin 2014, la SODIPARC est l'unique actionnaire de cette SAS qu'elle préside. Pour la représenter et assurer la Présidence de cette SAS le Conseil d'Administration de la SODIPARC a désigné Monsieur Gérard FRANCOISE le 03 août 2020 pour assurer cette fonction.

V. LES EFFECTIFS

Aucun salarié n'est employé par les 2 filiales TAXINOR et HOIPARK.

• LES EFFECTIFS DE LA SODIPARC AU 31 DECEMBRE 2021

Les effectifs en CDI au 31 décembre 2021 se décomposaient comme suit :

Encadrement	17	5.84%
Administratif	24	8.25%
Exploitation commerciale	47 dont 19 contrôleurs	16.15%
Conducteurs-receveurs	126	43.3%
Conducteurs-accompagnateurs	11	3.78%
Entretien Maintenance	34	11.68%
Stationnement	32	11%
Soit un total de	291 salariés en CDI	

Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué en tant que mandataires sociaux ne sont pas comptabilisés dans les effectifs.

• LES MOYENS MATERIELS DE LA SODIPARC AU 31 DECEMBRE 2021

En 2021, la SODIPARC a mobilisé 81 véhicules pour l'exploitation des lignes urbaines principales du réseau CITALIS : 50 de type standard, 18 de type gabarit réduit et 13 de type articulé.

Aussi, dans le cadre de l'activité de CITYKER, 11 véhicules de 9 places ont été mobilisés pour le transport de TPMR, dont 4 loués auprès de sa filiale TAXINOR.

Le bâtiment transport a connu de nombreuses améliorations :

- Création d'un nouvel espace de vie (cafeteria) plus grand et plus accueillant pour les conducteurs receveurs
- Création d'un nouveau parking Moto plus sécurisé et isolé de la circulation des bus
- Rénovation et livraison du portique de lavage

- Réception d'une cabine gonflable de peinture et aménagement d'un espace dédié à cela,
- Rénovation intégrale des vestiaires au bâtiment transport avec la création de vestiaires hommes et femmes bien distincts.

L'espace Petit Marché a connu une rénovation intégrale devenant un espace commercial CITALIS qui abrite également à présent la Direction des Hub de mobilités (parking)/les Agents de Surveillance de la Voie Publique.

De plus, sur l'Espace Océan, nous avons récupéré et rénové un Algeco de la Mairie de Saint-Denis qui est devenu aujourd'hui : l'agence dédiée au dispositif Génération Ambition (bus gratuit pour les jeunes de Saint Denis).

• TAXINOR

- L'intégralité de la Flotte est aux couleurs de CITALIS,
- Installation d'un nouveau dispositif GPS de l'opérateur Orange sur les 46 véhicules, afin de permettre le traitement plus rapide des signalements,
- Déploiement d'un Manager de Proximité pour les écarts,
- Plus grande visibilité et disponibilité de l'équipe encadrante.

VI. LES CADRES D'INTERVENTION DE LA SODIPARC

• CONTRATS DE DSP AVEC LA CINOR : GESTION ET EXPLOITATION DU RESEAU CITALIS

La SODIPARC est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué pour répondre aux enjeux de la Délégation de Service Public dévolue par la CINOR, et qui porte sur la gestion et l'exploitation du réseau de transport public de voyageurs dénommé CITALIS desservant les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne.

Le GME TENOR est titulaire d'un contrat de Délégation de Service Public qui court depuis le 1er février 2016 et sera mené à terme jusqu'au 31 janvier 2024.

• LE GROUPEMENT TENOR

Le groupement conjoint (TENOR), composé de SODIPARC (mandataire solidaire), TRANSDEV OUTRE-MER, TAXINOR, Les CARS MARDE, SETCOR, STOI, VNM TRANSPORTS, est titulaire de la convention de Délégation de Service Public.

La SODIPARC, mandataire, représente le groupement solidaire dans toutes ses relations entre les tiers et la CINOR. Ainsi, elle assure la coordination de ce contrat de DSP confié par délibération en Conseil Communautaire de la CINOR du 23 décembre 2015.

Les négociations entamées depuis 2018 sur, d'une part, la régularisation liée aux modifications intervenues sur le réseau dès le 15 mai 2016, et d'autre part sur les programmes d'investissements, ont abouti à la signature de l'avenant n°3. Ce dernier a pris effet à la date du 21 mai 2021.

• CONTRAT DE DSP AVEC LA VILLE DE SAINT-DENIS : STATIONNEMENT PAYANT

La SODIPARC assure depuis le 1er août 2006, la gestion du stationnement payant à Saint-Denis dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public conclu pour une durée de 25 ans. Elle gère le stationnement payant sur la voirie et exploite plusieurs ouvrages publics de stationnement et aussi privés, situés dans le centre-ville de Saint-Denis. Cette activité est exploitée sous la marque commerciale CITYPARK. Celle-ci intègre depuis le mois de janvier 2018, la mission de contrôle et de suivi administratif du contentieux liée à la dépenalisation du stationnement et ce pour une durée de trois ans. Cette mission a été reconduite pour 3 ans en septembre 2021.

• AUTRES CONTRATS

En décembre 2018, la SODIPARC a été désignée par la Ville de Saint-Paul mono-attributaire de l'accord portant sur la maintenance et la collecte des droits de stationnement automobile des horodateurs. Cet accord porte sur une durée d'un an renouvelable trois fois.

La SODIPARC remplit depuis 2020, et ce, pour 2 ans, un contrat de prestation d'assistance technique et d'aide à l'exploitation pour le groupe CLINIFUTUR sur les parcs de la Clinique de Sainte-Clotilde et de la Clinique des Orchidées au Port.

Le contrat remporté en 2017, en co-traitance avec Transdev Services Réunion pour l'exploitation de l'équipement du pôle d'échanges et du parc-relais régional de DUPARC à Sainte-Marie arrive à échéance en 2022.

Depuis 2020, la SODIPARC gère la maintenance et l'entretien des horodateurs de la Ville du Tampon.

- **AUTRES CADRES CONTRACTUELS DES FILIALES**

- **LA SAS HOIPARK**

HOIPARK est détenue à 100% par SODIPARC. L'objet de cette société est le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement ouvert au public au Centre Hospitalier Félix Guyon à Saint-Denis. Le contrat de concession a été conclu en 2011 pour une durée de 25 ans entre le CHU et HOIPARK. L'exploitation de ce parking est assurée par SODIPARC.

- **LA SARL TAXINOR**

Cette SARL assume des missions de co-délégataire de la DSP au sein de TENOR.

EVÈNEMENT POST CLÔTURE

- **LANCEMENT DU PREMIER TÉLÉPHÉRIQUE 100% URBAIN DE FRANCE**

Le 15 mars 2022, la société ETOI'L dont SODIPARC est actionnaire lance le premier téléphérique 100% urbain de France reliant le Chaudron à Bois de Nèfles au moyen de 5 stations et de 2,7 kilomètres de câble.

L'ACTIVITÉ TRANSPORT



I. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

L'année 2021 qui a encore été marquée par la crise COVID-19, forme la sixième année de la Délégation de Service Public confiée à LA DIRECTION GÉNÉRALE.

Des faits marquants ont rythmé l'année écoulée.

- **L'ACTIVITE EXPLOITATION**

- **REPRISE DE LA VENTE À BORD**

En 2020, au démarrage de la crise sanitaire à la Réunion, la Direction Générale avait pris le parti de suspendre la vente à bord des véhicules du réseau CITALIS afin d'éviter la propagation du virus. En février 2021, afin de répondre à la demande des voyageurs et dans une recherche d'amélioration du chiffre d'affaires, la vente à bord a été rétablie. Néanmoins, afin de toujours préserver la santé des salariés en évitant les contacts physiques avec les voyageurs, une politique de non rendu monnaie avait été installée.

- **CRISE INCENDIE OVH**

Le 10 mars 2021, les serveurs OVH qui hébergent les données billettiques ont subi un incendie. Evènement d'ampleur mondiale, nos services ont été fortement impactés, empêchant la vente et le contrôle des titres de transport du 10 au 26 mars 2021.

- **L'ACTIVITE CONTROLE ET RECOUVREMENT**

La lutte contre la fraude est une priorité stratégique pour la Direction Générale, correspondant à plusieurs enjeux :

- Un enjeu économique, visant à diminuer la perte de recette et recouvrer plus efficacement les amendes.
- Un enjeu de cohésion interne. La fraude a un effet démobilisateur sur le personnel.
- Un enjeu de sécurité publique.
- Un enjeu d'image et de qualité de service à l'égard du voyageur non-fraudeur.

- **TRANSFORMER LE FRAUDEUR EN CLIENT**

La Direction Générale a la volonté de transformer le maximum de fraudeurs en clients et entend le faire au moyen d'un plan d'actions qui consiste à recouvrer les PV émis. Elle considère en effet qu'un fraudeur ayant écopé d'un PV mais qui ne l'a pas payé est un fraudeur qui risque de récidiver alors qu'un fraudeur convenablement accompagné, qui a payé son PV, va probablement s'inscrire dans un acte d'achat systématique.

Il convient pour cela de ne pas dissocier le contrôle du recouvrement. La Direction Générale a mis en œuvre un plan d'actions dont l'objectif final est d'améliorer de façon significative le taux de PV payés. Ce plan a consisté à :

- Faire comprendre aux contrôleurs la réelle utilité de leur métier en les associant aux chiffres clés du réseau, en leur fixant des objectifs partagés, clairs, compris et atteignables (cf fiche d'évaluation des objectifs ci-dessous)

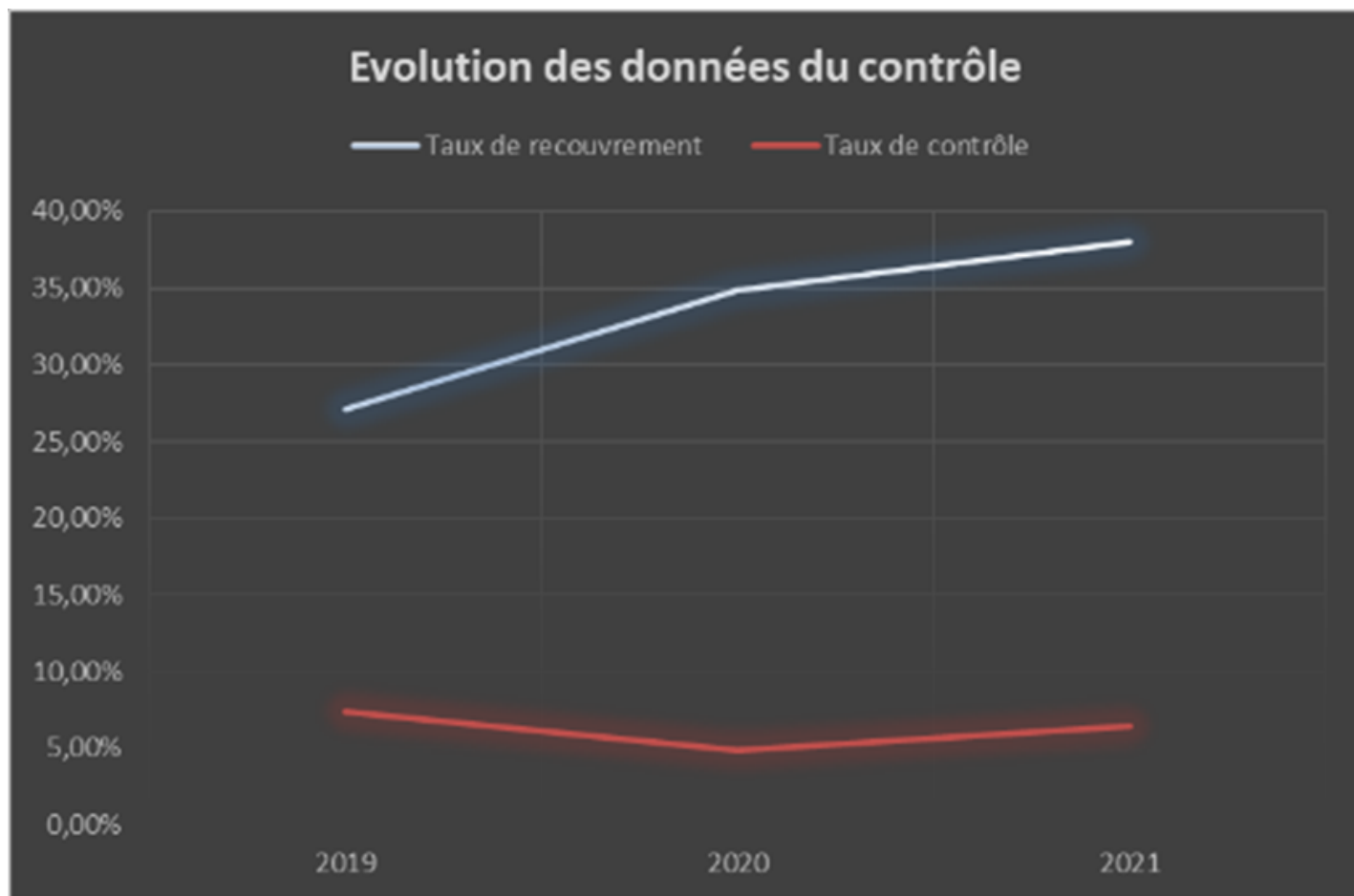
EVALUATION DES OBJECTIFS DE L'ANNEE 2021:

Objectifs	Pondération	Niveau d'atteinte	Analyse des écarts Observations	€
Améliorer le nombre de recouvrements immédiats	1/4	Nombre de recouvrements immédiats supérieur à 75	Nombre de recouvrements immédiats = 54 soit 72% de l'objectif initial	180 €
Améliorer le taux de PV réglés / PV émis	1/4	Dépasser les 30 %	35% en 2021 soit une réalisation de 116.7% de l'objectif fixé	291.75 €
Augmenter le nombre de constats (contrôles d'exploitation ; suivi du nombre de Picbases / Daxium)	1/4	Maintenir le nombre de Picbases de l'année précédente soit 130	147 picbases en 2021 soit une réalisation de 113,08 % de l'objectif fixé	282.70 €
S'impliquer dans la définition et l'application des process de contrôle	1/4	Suivi de l'activité terrain et de l'activité référent contrôle	100 % de réalisation, contrôleur référent en parfaite maîtrise de sa fonction	250€
TOTAL				1004.45 €

- Associer les contrôleurs à une méthodologie de contrôle, intégrant des éléments de langage conduisant le fraudeur à payer son PV immédiatement ou à défaut à le faire auprès des agents de recouvrement et lui expliquant les divers moyens d'achats à sa disposition (le M'Ticket par exemple)
- Mettre en œuvre au sein de l'équipe contrôle le rôle de Référent : chaque jour, un contrôleur de l'équipe prend en charge le briefing et déploie les équipes sur les 3 villes de la CINOR. Cela permet une réelle diversité dans les modes opératoires et participe à la non-prévisibilité des contrôles (l'aspect aléatoire est particulièrement important si nous souhaitons réduire la fraude sur l'ensemble du territoire de la CINOR)
- Proposer aux contrevenants de nouveaux moyens de paiements de leur PV : mise en œuvre du paiement en ligne du PV
- Proposer aux contrevenants de payer leurs PV dans tous les espaces bus du réseau (sur les 3 villes de la CINOR et non plus uniquement sur l'espace bus de Petit Marché à Saint Denis), nous avons en effet, lors d'échanges avec des contrevenants, notamment sur les villes de Sainte-Marie et Sainte Suzanne, noté que ces derniers étaient très souvent découragés à payer leur PV du fait de l'éloignement géographique du point de paiement

Les efforts conjugués des équipes de contrôle et de recouvrement ainsi que l'application du plan d'actions précité ont permis l'atteinte de résultats inespérés au regard du contexte sanitaire de l'année 2021 : le taux de recouvrement est en effet passé de 34.9 % en 2020 à 38.05 % en 2021. Le taux de recouvrement a connu ces trois dernières années un essor sans précédent, ce malgré le contexte sanitaire tendu.

Parallèlement le taux de contrôle est passé de 4,86% en 2020 à 6,45% en 2021, identifiant ainsi un effort remarquable des équipes de contrôle : en effet, les consignes relayées sur le terrain consistaient à préserver l'intégrité des contrôleurs et éviter d'entrer dans les véhicules dits « bondés ».



Les éléments de langage communs à l'ensemble des contrôleurs vis-à-vis des usagers permet également la réalisation d'objectifs intéressants : l'utilisation du M'Ticket a connu un essor de 35 % entre 2020 et 2021.

Les contrôleurs du réseau, au-delà de leur mission de répression et de contrôle de la fraude ont également un rôle commercial, d'information et d'amélioration de la qualité perçue du réseau.

◦ AMÉLIORER LA QUALITÉ PERÇUE SUR LE RÉSEAU


L'équipe CMS est composée de contrôleurs de titres, de médiateurs mais aussi de contrôleurs d'exploitation. En 2021 la Direction Générale a perpétué la stratégie initiée en 2020 consistant à recentrer l'équipe CMS sur l'une de ses fonctions principales à savoir le contrôle de la qualité du réseau.

L'équipe CMS dispose pour cela d'un outil intitulé DAXIUM leur permettant de constater sur le terrain des anomalies, d'effectuer un rapport circonstancié (photo et géolocalisation à l'appui au besoin) et le transmettre de façon ciblée aux services concernés afin que le traitement soit le plus efficient possible.



RAPPORT DE CONTROLE N° 23384824

Soumis par Agent 513 le 13-10-2021

Destinataire	Exploitation
Véhicule	SODIPARC, 306
Conducteur	
Arrêt	
Equipier(s)	Agent 522 Agent 523
Objet	Panne, Vehicule
Commentaire	Bus en panne rue Félix Guyon après l'arrêt École Centrale.Remorquage sur place.Vehicule remplacé par le 316 pour la suite du service.
Photo	

◦ AMÉLIORER LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ SUR LE RÉSEAU

Le sentiment de sécurité sur le réseau doit prendre en compte deux facteurs : la réalité des chiffres et le ressenti. Ces deux facteurs sont intimement liés et les dissocier en ne parlant que des chiffres sans prendre en compte le ressenti reviendrait à ne voir qu'une face d'une pièce de monnaie.

Dans ce sens, la Direction Générale a ainsi défini une stratégie de lutte de contre la fraude avec l'équipe CMS « Contrôle Médiation Sûreté », en concentrant les moyens de contrôles sur les zones d'actions prioritaires, identifiées comme les plus exposées à la fraude.

A ces moyens s'ajoute la mise en application de la loi SAVARY relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités dans les transports par nos agents sur le terrain.

Pour améliorer le sentiment de sécurité sur le réseau, les Contrôleurs, Vérificateurs et Médiateurs de l'équipe CMS sont missionnés tout au long de l'année pour faire des rappels à la règle et tranquilliser l'ambiance dans les bus.

L'année 2021 ayant été marquée par une crise sanitaire sans précédent, la présence de l'équipe CMS sur le réseau a permis de grandement participer au sentiment de sécurité (cette fois-ci sanitaire), en effet, de nombreux rappels à la réglementation ont été opérés (port du masque dans les bus et sur les points d'arrêts du réseau par exemple).

◦ RENFORCER LES PARTENARIATS AVEC LES FORCES DE L'ORDRE

Le partenariat avec les forces de l'ordre représente la pierre angulaire du plan d'actions déployé en 2021 en vue de sécuriser le réseau CITALIS ; en effet, les forces de l'ordre sont en soutien des actions de contrôle de l'équipe CMS.

Le partenariat avec la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale ainsi que les Polices Municipales de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte Suzanne, est continu. Les nombreuses présences dans les bus et lors des opérations de contrôle permettent d'améliorer la sécurité et la tranquillité de tous.

Sur la ville de Saint Denis le partenariat avec la Police Municipale a permis en 2021 la mise en œuvre d'opérations de STU (Sécurisation du Transport Urbain) qui sont très efficaces : la présence en nombre des agents de Police Municipale ainsi que des agents de l'équipe CMS permet de créer des mailles très fines au travers desquelles les fraudeurs et les personnes mal intentionnées ne peuvent passer. Il n'est pas rare en effet qu'au cours de ces opérations des personnes recherchées par la Police Nationale soient interpellées par la Police Municipale qui les remet à ses homologues.

◦ INDICATEURS ACTIVITÉ CONTRÔLE 2021

Les principaux indicateurs de l'activité contrôle en 2021 sont :

Indicateurs	2020	2021	Ecart
Nb de bus contrôlés	42 372	56 018	32.21%
Nb de Personnes contrôlées	754 051	1 155 762	53.27%
Nb de Voyages réseau	15 508 545	17 915 076	15.52%
Taux de contrôle	4,86%	6.45%	+1,59 points
Nb d'infractions	17 026	19 573	14.96%
Nb d'infractions soldées	5 941	7 447	25.35%
Taux de recouvrement	34.89%	38.05%	+3,15 points
Nb PV réglés sur place	3 839	5 200	35.45%
Taux de recouvrement immédiat	22.55%	26.57%	+4.02 points
Nb PV soldés en agence	1 871	2 247	20.10%
Taux de recouvrement en agence	10.99%	11.48%	+ 0.49 points
Montant réglé sur place	81 095.00 €	104 080.00 €	28.34%
Montant réglé en agence	55 350.90 €	66 050.00 €	19.33%
Recette PV (€TTC)	136 445.90 €	170 130.00 €	24.69%

Les statistiques du contrôle en 2021 ont été inédites et ce malgré la crise sanitaire dans laquelle évoluait l'équipe de contrôleurs. Tous les indicateurs du contrôle sont à la hausse en 2021 avec notamment un taux de recouvrement record de 38,05%.

La volonté précitée de transformer les fraudeurs en clients se traduit par ce taux de recouvrement : quasiment 4 procès-verbaux sur 10 sont payés par les fraudeurs en 2021.

La Direction Générale a décidé en 2021 de proposer le paiement des procès-verbaux dans tous les espaces bus des 3 villes du réseau, ce qui s'est traduit par une augmentation de 20,10% du nombre de procès-verbaux réglés en agence.

De plus, les objectifs fixés aux contrôleurs rassemblent tous les indicateurs du service, intéressant ainsi chacun des contrôleurs à la réalisation des objectifs communs.

Enfin, la possibilité de payer en ligne les procès-verbaux a également participé à l'amélioration significative du taux de recouvrement : en 2021, 374 procès-verbaux ont été payés en ligne soit 5% des infractions recouvrées.

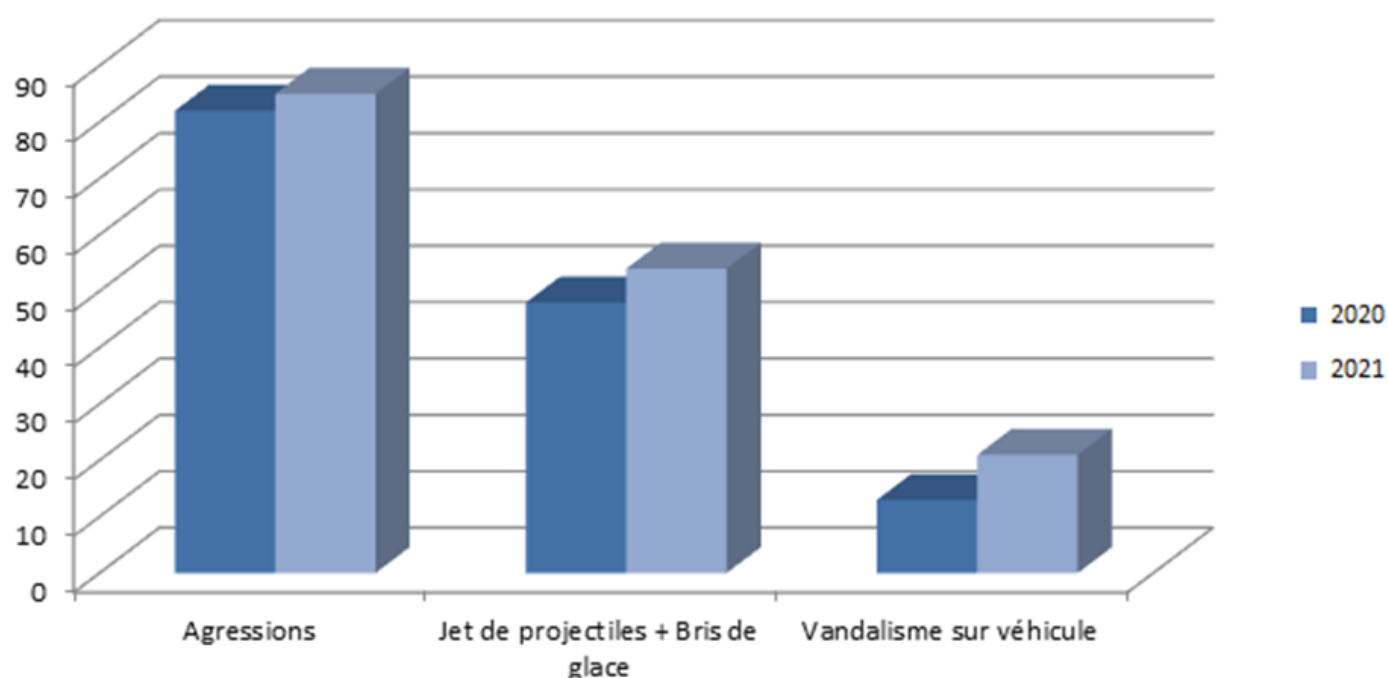
• L'INSECURITE SUR LE RESEAU CITALIS

	Agressions	Jet de projectiles + Bris de glace	Vandalisme sur véhicule	Total
2020	82	48	13	143
janv	9	2	0	11
févr	8	2	3	13
mars	3	4	0	7
avr	1	0	1	2
mai	13	2	2	17
juin	8	7	1	16
juil	9	1	1	11
août	2	4	1	7
septembre	8	4	1	13
octobre	4	13	1	18
novembre	7	4	2	13
décembre	10	5	0	15
2021	85	54	21	160
Janvier	6	2	3	11
Février	6	4	2	12
Mars	4	16	1	21
Avril	2	7	1	10
Mai	7	3	2	12
Juin	5	2	2	9
Juillet	6	1	0	7
Août	9	2	1	12
Septembre	14	5	3	22
Octobre	10	5	2	17
Novembre	9	7	4	20
Décembre	7	0	0	7

Les agressions comprennent les agressions entre voyageurs, les agressions orales envers les conducteurs et les contrôleurs, les agressions physiques envers les conducteurs et les contrôleurs.

Le vandalisme sur véhicules comprend entre autres les tags, les graffitis, les lacérations.

Evolution de l'insécurité et des incivilités sur le réseau CITALIS

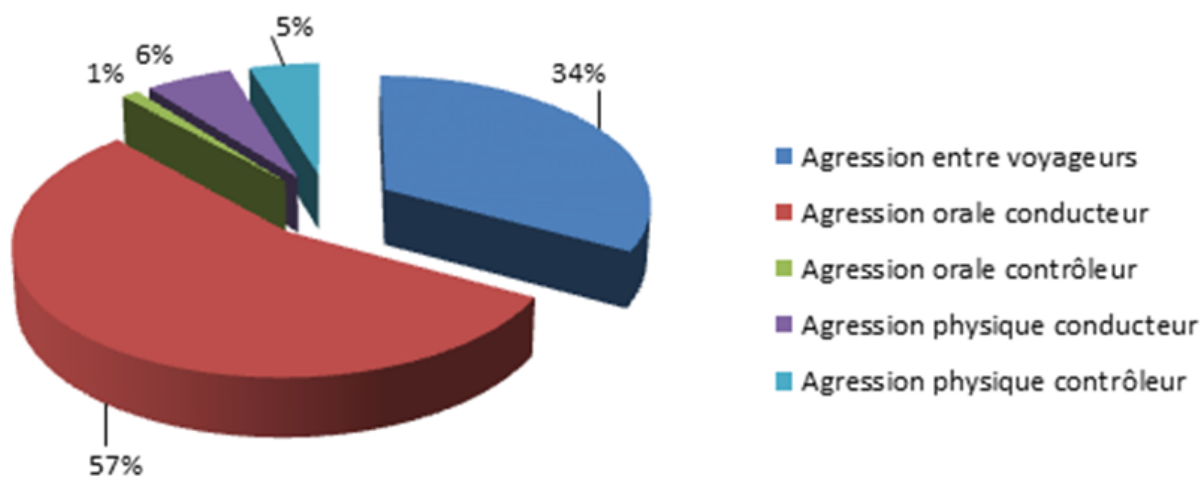


Le nombre d'agressions a augmenté de 4%, le nombre de jet de projectiles et de bris de glace a augmenté de 13% et le nombre d'actes de vandalisme sur les véhicules a diminué de 62% entre 2020 et 2021.

Ces chiffres sont particulièrement inquiétants au regard de l'activité globale de 2021 qui était en baisse, que serait-il advenu si le périmètre d'activité était resté constant ?

Il faut toutefois relativiser ces chiffres car en 2021, le réseau a déploré 160 incidents pour 17 915 076 de voyages soit un taux d'incident de 0,00089 %. Il est donc aisément permis d'exprimer le point de vue suivant : le réseau CITALIS reste un réseau sécurisé et le moyen de transport « Bus » est un moyen de transport sûr.

Répartition des agressions en 2021



En 2021, plus de 55% des déclarations d'agressions concernent des agressions orales envers les conducteurs.

Les agressions physiques de contrôleurs, bien que rares ont malheureusement été très violentes en 2021. Le réseau a en effet le souvenir d'une agression à l'arme blanche contre des contrôleurs ayant conduit 3 d'entre eux à l'hôpital dont un pour des blessures graves à la main et les deux agresseurs en prison.

II. ANALYSE FINANCIÈRE DE L'ACTIVITÉ TRANSPORT

Le résultat net 2021 de l'activité Transport s'élève à -19K K€ (soit une augmentation de 97%).

• RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation 2021 s'élève à -175 K€ et est donc en progression par rapport à l'exercice 2020 qui atteignait à -636 K€.

◦ EVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION ET DES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation s'élèvent à 27 960 K€ sur 2021 contre 26 544 K€ en 2020 (soit une augmentation de 1 416 K€). Cette augmentation s'explique essentiellement par les variations des postes suivants :

- Les dotations aux provisions pour risque et charge : - 1 062 K€,
- Les autres charges et charges externes pour + 515 K€
- Les achats de matières premières : + 169 K€ (liés à la hausse du coût du gasoil)
- La masse salariale : + 1 999 K€ dû :
 - aux CDD nécessaires pour pallier les absences liées à la crise covid (cas contact, cas positif)
 - à la désinfection des véhicules
 - à l'augmentation salariale
 - à la prime d'intéressement

Les produits d'exploitation s'élèvent à 27 785 K€ sur 2021 contre 25 908 K€ en 2020 (soit une augmentation de 1 877K€). Cette augmentation s'explique essentiellement par l'augmentation du poste subventions d'exploitation pour + 1 760 K€.

◦ RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est de -54 K€ pour l'exercice 2021 contre - 76 K€ pour l'exercice 2020, soit une amélioration de 29 %.

◦ RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de 211 K€ est lié principalement à l'étalement de la TVA non perçue sur les bus achetés en 2017 et 2018. La quote-part 2021 atteint 61 K€. Le solde provient de charge liée aux ventes de véhicules et des charges de régularisation diverses.

◦ RESULTAT NET

Le résultat net après impôt et participation est déficitaire. Il s'élève à - 19 K€. Il n'y a pas d'impôt sur les Sociétés, le résultat fiscal du groupe (SODIPARC/HOIPARK) est déficitaire. Ce résultat net de l'activité Transport représente -4% du résultat net de la société.

COMPTES DE RESULTAT DE L'ACTIVITE TRANSPORT	2020	2021	Variation N /N-1
Ventes de marchandises	829	-	-100%
Production vendue de biens	-	-	
Production vendue de services	8 709 595	9 763 559	12%
CHIFFRES D'AFFAIRES	8 710 425	9 763 559	12%
Production stockée	-	-	
Production immobilisée	-	-	
Subventions d'exploitation	15 211 507	16 970 854	12%
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	1 845 579	935 839	-49%
Autres produits	140 719	114 613	-19%
PRODUITS D'EXPLOITATION	25 908 230	27 784 866	7%
Achats de marchandises (et droits de douanes)	-	-	
Variations de stock de marchandises	-	-	
Achats de matières premières et autres approvisionnement	2 655 073	2 748 953	4%
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	-	75 580	99%
Autres achats et charges externes	4 734 183	5 249 250	11%
Impôts, taxes et versements assimilés	840 234	884 072	5%
Salaires et traitements	9 640 288	11 223 819	16%
Charges sociales	4 376 511	4 791 608	9%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 783 592	1 801 546	1%
Dotations aux provisions immobilisations	-	-	
Dotations aux provisions sur actif circulant	17 755	41 148	132%
		-	
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 266 930	1 163 510	-49%
Autres charges	304 988	56 823	-81%
CHARGES D'EXPLOITATION	26 543 974	27 960 294	5%
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 635 744	- 175 428	72%
BENEFICE ATTRIBUE ou PERTE TRANSFEREE	-	-	
PERTE SUPPORTEE ou BENEFICE TRANSFERE	-	-	
Produits financiers de participation	-	-	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8 526	413	-95%
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	
Reprises sur provisions et transfert de charges	-	194	
Différences positives de change	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	16 999	
PRODUITS FINANCIERS	8 526	17 605	106%
Dotations financières aux amortissements et provisions	-	-	
Intérêts et charges assimilées	84 881	71 856	-15%
Différences négatives de change	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	
CHARGES FINANCIERES	84 881	71 856	-15%
RESULTAT FINANCIER	- 76 355	- 54 251	29%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 712 099	- 229 678	68%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 154	349 158	16109%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	76 278	92 294	21%
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	78 432	441 453	463%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	37 954	215 930	469%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	15 916	15 000	-6%
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	53 870	230 930	329%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	24 562	210 523	757%
Participation des salariés	-	-	
Impôts sur les bénéfices	-	-	
	-	-	
TOTAL DES PRODUITS	25 995 188	28 243 924	9%
TOTAL DES CHARGES	26 682 724	28 263 080	6%
BENEFICE OU PERTE – ACTIVITE TRANSPORT	- 687 537	- 19 155	97%

L'ACTIVITÉ STATIONNEMENT



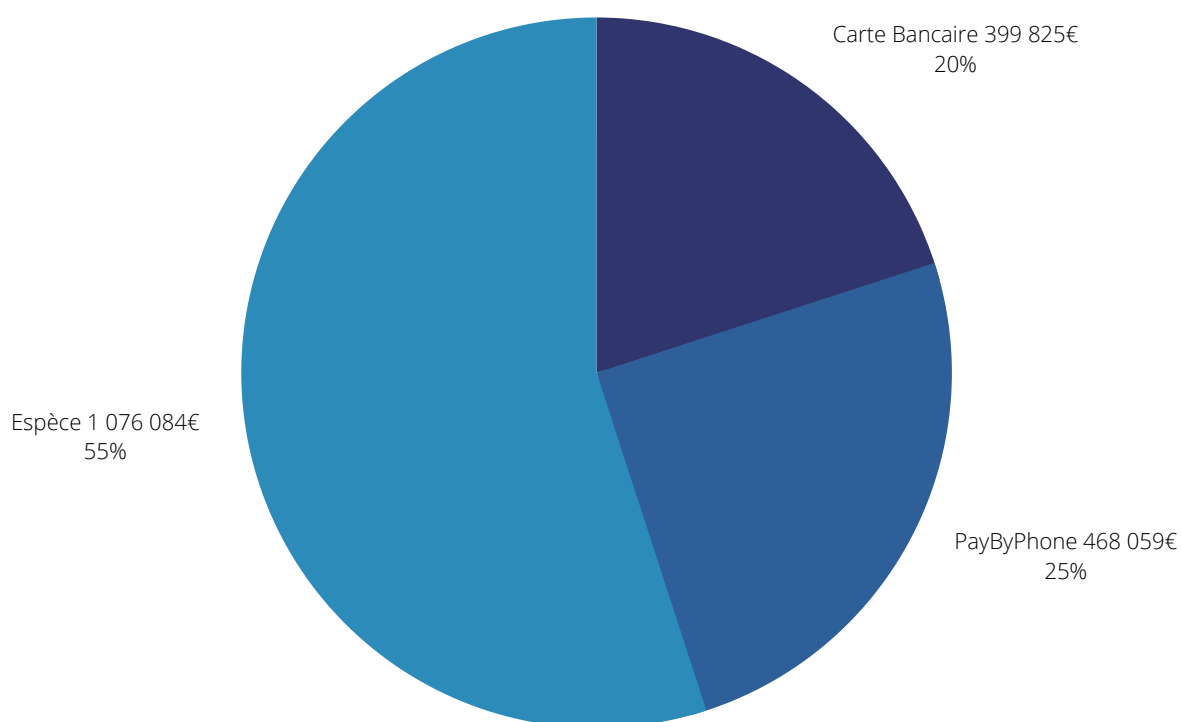
I. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

• GESTION DE LA CRISE SANITAIRE COVID19

Dans la continuité de l'année 2020 quant à la gestion de la crise sanitaire et des mesures restrictives édictées par la Préfecture de la Réunion ; l'année 2021 est une année contrastée.

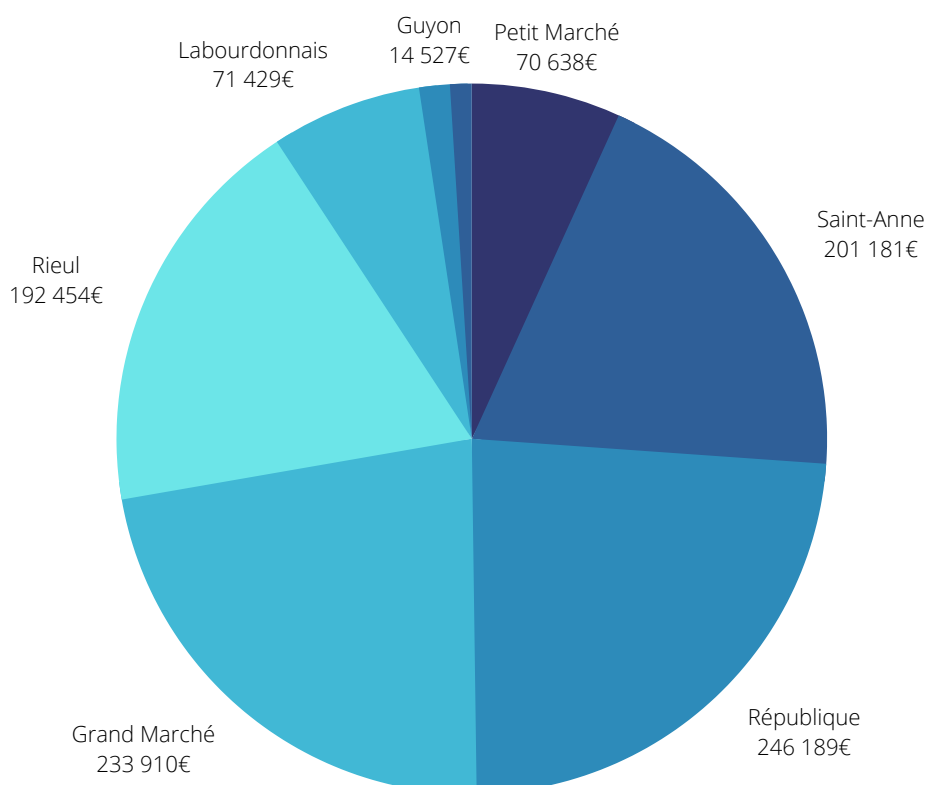
Elle aura été scindée en deux périodes distinctes, la première qui verra une chute de la fréquentation liée au confinement instauré en mars 2021 avec la fermeture des commerces dits non- essentiels et à la prolongation du télétravail ; et la deuxième, synonyme d'un regain de la fréquentation tant sur nos parkings que sur la voirie sur les 4 derniers mois, ce qui se traduira par l'atteinte d'un chiffre d'affaires plus qu'honorable compte tenu de la crise sanitaire. Cela a été possible, notamment grâce à la reprise du contrôle sur voirie.

RÉPARTITION DES RECETTES VOIRIE



RECETTES 2021 : 1 945 947€ TTC

RÉPARTITION DES RECETTES PARKING



RECETTES 2021 : 1 040 558€ HT

• VIE DE LA DIRECTION STATIONNEMENT

La Direction du Stationnement accueille son nouveau Directeur, elle voit également la nomination de 2 nouveaux régisseurs pour les régies de recettes de St Paul et de St Denis.

Les équipes de la maintenance ainsi que celle du contrôle sont renforcées. L'équipe de Direction intègre ses nouveaux locaux réhabilités rue du Maréchal Leclerc. Elle est également rejointe par l'équipe du contrôle stationnement pour renforcer la cohésion.

Le projet "Carte prépayée" initié en 2020 est désormais opérationnel, grâce notamment à l'acquisition d'un TPE permettant à nos clients institutionnels de régler par ce biais.

- **CONTRÔLE ET GESTION DU CONTENTIEUX DU STATIONNEMENT PAYANT DE LA VILLE DE SAINT-DENIS**

Le marché portant sur la mission concernant du contrôle du stationnement payant a été remporté par la SODIPARC en septembre 2021.

Ce nouveau marché favorisera l'innovation au travers d'une optimisation de nos outils (SMART CONTROL) ; mais permettra également la mise à disposition des usagers d'une plateforme numérique dédiée aux démarches de contestation de FPS (RAPO).

- **AUTRES MARCHÉS**

En octobre 2020, un nouveau contrat de maintenance des 25 horodateurs de la Ville du Tampon a été conclu pour une durée d'un an. Cela se rajoute aux horodateurs de la Ville de Saint-Denis et de Saint-Paul. Le parc d'horodateurs maintenus par la SODIPARC s'élève maintenant à 179 sur l'île de la Réunion.

Dans le cadre du marché «équipements et exploitation générale » du Pôle d'Echanges Multimodal de Duparc, la SODIPARC mandataire d'un groupement avec Transdev Services Réunion, a géré et assuré la continuité de services même au plus fort de la crise COVID19. La Région Réunion a renouvelé ses missions pour une année supplémentaire jusqu'à juillet 2021.

II. ANALYSE FINANCIÈRE DE L'ACTIVITÉ STATIONNEMENT

L'année 2021 se solde par un résultat net bénéficiaire de +559 K€ contre +122 K€ en 2020, soit une variation de +437 K€ (+360%).

◦ EVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation atteignent 4 039 K€ en 2021 contre 3 581 K€ en 2020 (soit une augmentation de 458 K€).

Cette augmentation est due principalement au Chiffre d'Affaires de la voirie +330 K€.

◦ EVOLUTION DES CHARGES D'EXPLOITATION

- Les charges d'exploitation de l'activité Stationnement s'élèvent pour l'exercice 2021 à 3 382 K€ contre 3 351 K€ en 2020, soit une hausse de 31 K€ (+1%).

Poste par poste, les principales variations sont les suivantes :

- Autres achats et charges externes de : -16 K€
- Achats de matières premières : +26 K€
- Autres charges : +26 K€
- La masse salariale : +190 K€
- Dotations aux amortissements et aux provisions : -183 K€

◦ RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est de -98 K€ contre -109 K€ en 2020, soit une diminution de 11 K€.

Il est composé de produits financiers provenant de la perception à hauteur de 10 K€ de dividendes versés aux actionnaires de la SCI RIEUL.

Les charges financières, au titre de l'emprunt de 5 800 K€ souscrit par la SODIPARC en septembre 2006 en financement du droit d'entrée prévu à la délégation de service public, se sont élevées à 100 K€ contre 108 K€ en 2020.

◦ RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel s'élève à 251 K€ en 2021 contre 0 K€ en 2020.

◦ RESULTAT NET

Le résultat net après impôt et participation est de 559 K€.

Il n'y a pas d'Impôt sur les Sociétés, le résultat fiscal du groupe (SODIPARC/HOIPARK) est bénéficiaire. Le résultat net de l'activité parking représente 104 % du résultat net de la société SODIPARC.

COMPTES DE RESULTAT DE L'ACTIVITE STATIONNEMENT	2020	2021	Variation N /N-1
Ventes de marchandises	-	-	
Production vendue de biens	-	-	
Production vendue de services	3 554 585	3 917 401	10%
CHIFFRES D'AFFAIRES	3 554 585	3 917 401	10%
Production stockée	-	-	
Production immobilisée	-	-	
Subventions d'exploitation	-	-	
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	26 768	121 414	354%
Autres produits	41	251	513%
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 581 394	4 039 065	13%
Achats de marchandises (et droits de douanes)	-	-	
Variations de stock de marchandises	-	-	
Achats de matières premières et autres approvisionnement	17 205	59 809	248%
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	20 742	4 878	-76%
Autres achats et charges externes	1 111 624	1 094 897	-2%
Impôts, taxes et versements assimilés	115 599	102 096	-12%
Salaires et traitements	935 824	1 109 392	19%
Charges sociales	413 881	431 026	4%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	383 125	398 189	4%
Dotations aux provisions immobilisations	-	-	
Dotations aux provisions sur actif circulant	-	-	
Dotations aux provisions pour risques et charges	317 062	118 973	-62%
Autres charges	36 004	62 930	75%
CHARGES D'EXPLOITATION	3 351 066	3 382 190	1%
RESULTAT D'EXPLOITATION	230 328	656 875	185%
BENEFICE ATTRIBUE ou PERTE TRANSFEREE	-	-	
PERTE SUPPORTEE ou BENEFICE TRANSFERE	-	-	
Produits financiers de participation	5 200	10 400	100%
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	
Reprises sur provisions et transfert de charges	12 048	17 639	46%
Différences positives de change	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	
PRODUITS FINANCIERS	17 248	28 039	63%
Dotations financières aux amortissements et provisions	17 639	5 850	-67%
Intérêts et charges assimilées	108 378	100 207	-8%
Différences négatives de change	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	19 657	
CHARGES FINANCIERES	126 017	125 713	0%
RESULTAT FINANCIER	- 108 768	- 97 675	10%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	121 560	559 201	360%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	431	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-	
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	431	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	180	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	180	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	251	
Participation des salariés	-	-	
Impôts sur les bénéfices	-	-	
TOTAL DES PRODUITS	3 598 643	4 067 535	13%
TOTAL DES CHARGES	3 477 083	3 508 083	1%
BENEFICE OU PERTE – ACTIVITE STATIONNEMENT	121 560	559 452	360%

BILAN ÉCONOMIQUE POUR LA SODIPARC



I. LES COMPTES DE RÉSULTAT DE LA SODIPARC

◦ RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation 2021 est de +481 K€, en hausse de 219%.

◦ RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'élève à -152 K€.

◦ RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de l'exercice 2021 est de 211 K€.

◦ RESULTAT NET

Le résultat net ressort à +540 K€ après impôts (soit une variation de +195%).

◦ LES CHIFFRES CLES 2021

EBE SODIPARC

2020 : 2.69M€
2021 : 2.95M€
Variation :
+10%

EFN SODIPARC

2020 : 4.02M€
2021 : 4.21M€
Variation : +5%

EBITDA SODIPARC

2020 : 4.17M€
2021 : 4.49M€
Variation : +7%

CAF SODIPARC

2020 : 2.95M€
2021 : 3.23M€
Variation : +9%

CA SODIPARC

2020 : 12.27M€
2021 : 13.68M€
Variation :
+12%

Rés. Net Comptable

2020 : -0.57M€
2021 : 0.54M€
Variation : +195%

LES COMPTES DE RESULTAT DE LA SODIPARC	2020	2021	Variation N /N-1
Ventes de marchandises	829	-	-100%
Production vendue de biens	-	-	-
Production vendue de services	12 264 181	13 680 960	12%
CHIFFRES D'AFFAIRES	12 265 010	13 680 960	12%
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
Subventions d'exploitation	15 211 507	16 970 854	12%
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	1 872 347	1 057 253	-44%
Autres produits	140 760	114 864	-18%
PRODUITS D'EXPLOITATION	29 489 624	31 823 931	8%
Achats de marchandises (et droits de douanes)	-	-	-
Variations de stock de marchandises	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnement	2 672 279	2 808 762	5%
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	-	4 443	108%
Autres achats et charges externes	5 845 807	6 344 147	9%
Impôts, taxes et versements assimilés	955 833	986 168	3%
Salaires et traitements	10 576 112	12 333 210	17%
Charges sociales	4 790 392	5 222 635	9%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 166 716	2 199 736	2%
Dotations aux provisions immobilisations	-	-	-
Dotations aux provisions sur actif circulant	17 755	41 148	132%
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 583 992	1 282 482	-50%
Autres charges	340 992	119 753	-65%
CHARGES D'EXPLOITATION	29 895 040	31 342 484	5%
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 405 416	481 448	219%
BENEFICE ATTRIBUE ou PERTE TRANSFEREE	-	-	-
PERTE SUPPORTEE ou BENEFICE TRANSFERE	-	-	-
Produits financiers de participation	5 200	10 400	100%
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8 526	413	-95%
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
Reprises sur provisions et transfert de charges	12 048	17 833	48%
Différences positives de change	-	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	16 999	-
PRODUITS FINANCIERS	25 774	45 644	77%
Dotations financières aux amortissements et provisions	17 639	5 850	-67%
Intérêts et charges assimilées	193 259	172 063	-11%
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	19 657	-
CHARGES FINANCIERES	210 897	197 569	-6%
RESULTAT FINANCIER	- 185 123	- 151 925	18%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 590 539	329 522	156%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 154	349 590	16129%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	76 278	92 294	21%
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS	78 432	441 884	463%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	37 954	216 110	469%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	15 916	15 000	-6%
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	53 870	231 110	329%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	24 562	210 774	758%
Participation des salariés	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	29 593 830	32 311 459	9%
TOTAL DES CHARGES	30 159 807	31 771 163	5%
BENEFICE OU PERTE - SODIPARC	- 565 977	540 296	195%

II. ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DES PERFORMANCES

◦ TABLEAUX DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 000 000 €	1 000 000 €	9 000 000 €	9 000 000 €	9 000 000 €
Nbre des actions ordinaires existantes	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 163 077 €	13 242 392 €	13 651 100 €	12 265 010 €	13 680 960 €
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 202 094 €	2 541 741 €	3 241 166 €	3 007 834 €	3 303 739 €
Impôts sur les bénéfices	327 942 €	-00 €	66 217 €	-00 €	-00 €
Participation des salariés au titre de l'exercice	219 199 €	-00 €	-00 €	-00 €	-00 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	579 770 €	835 224 €	454 182 €	-565 977 €	540 296 €
Résultat distribué	28 584 €	28 584 €	28 584 €	28 584 €	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	441,32 €	677,80 €	846,65 €	802,09 €	881,00 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	154,61 €	222,73 €	121,12 €	-150,93 €	144,08 €
Dividende distribué à chaque action	7,62 €	7,62 €	7,62 €	7,62 €	-00 €
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	296	304	315	280	299
Montant de la masse salariale de l'exercice	9 079 363 €	9 749 343 €	10 490 185 €	10 576 112 €	12 333 210 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	5 203 526 €	5 644 882 €	5 179 618 €	4 790 392 €	5 222 635 €

◦ LA RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR ACTIVITÉ EST LA SUIVANTE :

REPARTITION RESULTAT / ACTIVITE							
REPARTITION RESULTAT / ACTIVITE (en k€)	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2017 à 2021	
TRANSPORT	593	584	201	-688	-19	134	
PARKING	-14	251	253	122	559	234	
Total	579	835	454	-566	540	368	

◦ LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La capacité d'autofinancement dégagée sur l'exercice représente la somme de 3 226 K€.

Le fonds de roulement fait apparaître une ressource nette de 471 K€.

Emplois	2021	2020	Ressources	2021	2020
Distribution de dividendes	0	29	CAF de l'exercice	3 226	2 947
Acquisition d'immobilisations	821	2 121	Prix de cession des immobilisations	32	16
Remboursement d'emprunts	1 926	1 026	Nouveaux emprunts	0	1 762
Réduction des capitaux propres			Augmentation capitaux propres		
Augmentation des immobilisations financières	40	6	Réduction immobilisations financières	0	0
Charges à répartir sur l'exercice					
Total	2 787	3 182	Total	3 258	4 725
Emplois nets	0	0	Ressources nettes	471	1 543

◦ LE BESOIN EN FOND DE ROULEMENT (BFR)

La variation du BFR fait apparaître un besoin de +2 040 K€.

La variation de poste la plus significative pour les besoins est liée au poste « créances clients » pour – 4 885 K€.

Les variations de poste les plus significatives pour les dégagements sont :

- « Autres Créances » pour +995 K€,
- « Autres dettes » pour +754 K€,
- « Dettes fiscales et sociales » pour +1 098 K€.

	Variation 2021/2020		2021	Solde 2020
	Besoin	Dégagement		
Stocks	-	4	1 058	1 063
Avances et acomptes versés	59	-	204	146
Créances clients	4 885	-	9 477	4 592
Autres créances	-	995	2 030	3 025
Charges constatées d'avance	-	104	27	131
Avances et acomptes reçus	59	-	95	153
Dettes fournisseurs	-	47	2 190	2 143
Dettes fiscales et sociales	-	1 098	5 187	4 088
Dettes sur immobilisations	91	-	66	157
Autres dettes	-	754	5 401	4 646
Produits constatés d'avance	-	49	526	476
Variation BFR exploitation	2 040	-		
Découverts bancaires	-	-	-	-
Disponibilités	1 570	-	8 619	10 189
Variation de la trésorerie	1 570	-		

◦ LA TRESORERIE

Elle est la résultante de l'écart existant entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement. L'excédent de trésorerie est en principe placé en SICAV monétaire et en certificat de dépôt. La trésorerie a été utilisée principalement pour financer le besoin en fonds de roulement, et également des opérations d'investissements.

Cette trésorerie s'est détériorée de 1 570 K€ en 2021 par rapport à l'exercice précédent ; la CINOR n'ayant pas réglé les factures de novembre 2021 et décembre 2021.

III. ETAT DES DIVIDENDES VERSÉS AU TITRE DES 3 DERNIERS EXERCICES

Il est rappelé que les distributions de dividendes des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Montant en €

Résultat de l'exercice	2018	2019	2020
Année de distribution	2019	2020	2021
RESULTAT DISTRIBUE	28 584,19 €	28 584,19 €	- €

IV. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de Commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

V. DÉPENSES SOMPTUAIRES

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses fiscalement non déductibles, telles que visées à l'article 39-4 du CGI.

VI. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Il est proposé d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Bénéfice de l'exercice	+ 540 296, 45€
Distribution de dividendes bruts	28 584, 19€
Réserve légale	27 014, 82€
Autres réserves	484 697, 44 €

VII. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE DE SODIPARC DE 2017 À 2021

◦ SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

(en k€)	2017	2018	2019	2020	2021	MOYENNE
Chiffre d'affaires	12 163	13 242	13 651	12 265	13 681	13 001
Subvention d'exploitation	13 580	14 859	15 087	15 212	16 971	15 142
Reprises sur provisions et amortissements	700	847	338	1 872	1 057	963
Autres produits	186	139	126	141	115	141
Produit total	26 628	29 087	29 202	29 490	31 824	29 246
Sous traitance	1 181	1 474	1 516	1 516	2 084	1 554
Matières consommées	2 889	3 103	3 391	2 617	2 813	2 963
Achats et charges externes	4 247	4 344	3 842	4 330	4 260	4 205
Impôts et taxes d'exploitation	847	1 146	1 104	956	986	1 008
Consommations intermédiaires	9 164	10 067	9 853	9 419	10 144	9 729
Valeur ajoutée	17 464	19 020	19 349	20 071	21 680	19 517
Frais de personnel	14 283	15 394	15 670	15 367	17 556	15 654
Autres charges d'exploitation	168	595	208	341	120	286
Dotation nette aux amortissements	875	1 429	1 629	2 167	2 200	1 660
Dotation nette aux prov. d'exploitation	776	730	1 218	2 602	1 324	1 330
Résultat d'exploitation	1 362	872	624	-405	481	587
Opérations en commun	0	0	0	0	0	0
Produits financiers nets	-122	-192	-187	-185	-152	-168
Résultat courant	1 240	680	437	-591	330	419
Autres produits et charges excep. de gestion	-115	140	23	-36	133	29
Résultat sur opérations en capital	2	15	61	60	77	43
Dotation nettes aux provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
<i>Impôts sur les sociétés et participation</i>	<i>547</i>	<i>0</i>	<i>66</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>123</i>
Résultat net	579	835	454	-566	540	369
Capacité d'autofinancement	1 670	2 474	3 114	2 947	3 226	2 687
<i>Effectifs moyens</i>	<i>296</i>	<i>304</i>	<i>315</i>	<i>280</i>	<i>299</i>	<i>299</i>

◦ DETAIL DES FRAIS DE SIEGE

Détail des frais de siège (en K€)	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
Autres achats et charges externes & dotation	829	785	938	988	1 142	881
Impôts et taxes	326	263	352	286	253	295
Charges de personnel	1 452	1 607	1 799	2 072	1 341	1 588
Amortissements et provisions	36	348	610	256	157	259
Charges exceptionnelles	5	1	1	0	154	34
TOTAL	2 647	3 004	3 700	3 602	3 046	3 057

La valorisation des frais de siège a été faite sous la même forme que lors de l'exercice précédent.

Le niveau des frais de siège est marqué par une baisse de 556 K€ (soit de - 15%). Celle-ci se trouve principalement dans les « charges de personnel ».

◦ REPARTITION DES FRAIS DE SIEGE PAR ACTIVITÉ

Répartition par activité (en K€)	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
STATIONNEMENT	536	481	617	666	713	571
TRANSPORT	2 112	2 523	3 083	2 936	2 333	2 486
TOTAL	2 647	3 004	3 700	3 602	3 046	3 057

VIII. LE BILAN DE LA SOCIÉTÉ SODIPARC

◦ ACTIF / PASSIF

ACTIF (en K€)	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Immobilisations incorporelles	48	34	52	46	189	259
Immobilisations corporelles	10 344	14 664	17 225	19 772	19 644	18 440
Immobilisations financières	1 242	966	970	965	971	996
TOTAL 1	11 634	15 664	18 247	20 783	20 804	19 695
Stocks	700	756	831	953	1 007	1 017
créances	9 000	7 829	4 775	8 428	4 515	9 400
Autres créances	2 719	3 504	3 516	3 315	3 170	2 234
TOTAL 2	12 419	12 089	9 122	12 695	8 692	12 651
Placement réalisable à CT	2 570	3 594	3 160	1 411	1 406	1 398
Disponibilités	2 681	4 050	7 867	5 837	8 766	7 215
TOTAL 3	5 251	7 644	11 027	7 248	10 171	8 613
compte de régularisation	95	23	41	43	131	27
TOTAL GENERAL	29 399	35 420	38 437	40 769	39 799	40 985

PASSIF (en K€)	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Capitaux propres avant résultat	6 651	8 307	8 858	9 665	10 091	9 524
Résultat net	1 684	580	835	454	-566	540
Autres fonds propres	2 703	3 501	4 111	4 367	4 414	4 630
Provision pour risque et charges	2 460	2 539	2 975	4 025	5 452	6 011
Dettes à plus d'un an	4 721	7 137	8 001	6 487	6 810	4 863
TOTAL 1	18 220	22 064	24 780	24 998	26 201	25 569
Dettes à moins d'un an	1 089	865	1 506	1 527	1 933	1 953
Dettes fournisseurs	1 655	2 146	2 109	2 543	2 297	2 285
Autres dettes	8 128	9 997	9 674	11 228	8 892	10 654
TOTAL 2	10 872	13 008	13 289	15 299	13 121	14 891
Produits constatés d'avance	308	348	368	472	476	526
TOTAL GENERAL	29 399	35 420	38 437	40 769	39 799	40 985

RAPPORT DE GESTION DES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE SODIPARC



I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2021

• EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE D'ACTIVITÉS

Il n'y a pas d'évolution du périmètre d'activité entre 2021 et 2020. Le groupe est toujours composé de SODIPARC et de ses deux filiales que sont TAXINOR et HOIPARK.

• SARL TAXINOR

TAXINOR est détenue à hauteur de 81 % par SODIPARC. L'activité de cette société est l'exploitation de certaines lignes de bus du réseau CITALIS (DSP Transport CINOR) via une convention de sous-traitance avec SODIPARC. Le service des lignes est assuré par des taxiteurs qui facturent leurs prestations à TAXINOR.

Depuis le 01/04/2016, TAXINOR est co-délégataire au sein du groupement TENOR, et réalise désormais son Chiffre d'Affaires principalement au titre de ce contrat de DSP.

• SAS HOIPARK

HOIPARK est détenue à 100% par SODIPARC. L'objet de cette société est le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement ouvert au public au Centre Hospitalier Félix Guyon à Saint-Denis.

Le contrat de concession est conclu pour une durée de 25 ans entre le CHU et HOIPARK et l'exploitation de ce parking sera assurée par SODIPARC.

II. AUTRES INFORMATIONS

La SCI RIEUL, détenue à 26% par SODIPARC n'est pas consolidée dans le groupe, elle a été jugée comme non significatif. Les titres de la SAEM ESTIVAL détenue à 3 % ont été cédés en 2021.

Au 31/12/2021, la société ETOI'L n'a pas été consolidée. Cette dernière a été créée en date du 24/09/2021, mais son activité n'a commencé qu'au 15/03/2022. Elle sera consolidée sur le prochain exercice.

III. LES PERSPECTIVES

Pour la SARL TAXINOR qui a vu nommer à sa gérance Monsieur Souresh ASSABY en 2020 suite au départ volontaire de Monsieur Willy CHANE PANE est co-délégataire de la DSP Transport au sein de TENOR, ses perspectives sont donc celles liées à l'exécution de sa mission durant la durée restante de ce contrat.

Pour la SAS HOIPARK, un plan d'actions en vue de diminuer et rationaliser l'impact à la fois de la crise COVID et de ses déficiences structurelles en matière de rentabilité a été mis en œuvre et va se poursuivre. Ce plan consiste d'une part à entrer en négociation avec les partenaires que sont le CHU et la CEPAC afin que les efforts financiers à produire soient partagés et d'autre part en matière d'exploitation à mieux comprendre les raisons pour lesquelles ce parking n'a pas le taux de remplissage escompté afin, une fois les données en notre possession, d'agir en conséquence et d'infléchir les tendances.

• POUR LE STATIONNEMENT

L'expertise de la SODIPARC est à nouveau reconnue, et continue son expansion via notamment la ville du Tampon qui nous renouvelle sa confiance en signant pour 2022 un contrat de maintenance de leur parc d'horodateurs qui passe de 25 à 30 horodateurs.

Pour ce qui est du CHU de Bellepierre, la signature de contrats d'abonnement avec nos partenaires le SDIS pour 25 cartes et l'EFS pour 20 cartes nous conforte dans notre désir d'étendre nos services au plus grand nombre tout en maintenant un haut niveau de qualité.

La ville de Saint Paul prolonge également notre partenariat jusqu'en 2023.

Dans le cadre du projet "Smart City" de la Ville de Saint-Denis, la Direction du stationnement est également force de proposition et d'innovation et lancera en 2022, et ce, pour un an, l'expérimentation du guidage à la place afin de fluidifier et de moderniser le centre-ville de Saint-Denis. Cela sera rendu possible grâce à des capteurs et des panneaux dynamiques qui permettront d'avoir de l'information en continu sur l'offre de stationnement.

Le "Hub de Mobilités" AH SAM dont les travaux débuteront en 2022, comprendra 257 places sur 5 niveaux pour un montant de 4,6 M€ ; il rendra accessibles les modes de mobilités douces (trottinettes, vélos...), résolument "vert" en créant des espaces verts, des murs végétaux, une toiture photovoltaïque et un service de recharge pour voitures électriques.

Le marché de l'aéroport se termine en 2022 et sera remplacé par un contrat de maintenance de la totalité des équipements pour une durée de 2 ans minimum.

La SODIPARC en sa qualité d'opérateur de la mobilité, mettra en place au Pôle de DUPARC, une navette qui permettra aux collaborateurs de notre partenaire CLINIFUTUR, de bénéficier de l'équipement "stationnement" ; puis de prendre une navette CITALIS qui les conduira sur leur lieu de travail à la Clinique de Ste Clotilde.

IV. ACTIVITÉS ET RÉSULTAT DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2021

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 14 883 K€ contre 13 361 K€ en 2020, soit une hausse de 1 522 K€ (+11,39%).

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 20 376 K€ en 2021 contre 19 411 K€ en 2020, soit une hausse de 965 K€ (+4.97%). Les autres produits d'exploitation comprennent principalement la redevance d'exploitation de la DSP TRANSPORT qui évolue en fonction de l'offre kilométrique et de l'indexation annuelle.

Les charges d'exploitation sont arrêtées à 35 002 K€ contre 33 707 K€ en 2020, soit une évolution de + 1 295 K€ (+3.84%). L'augmentation des charges d'exploitation est principalement liée :

- à la hausse des achats consommés pour 304 K€, principalement liée à la hausse du poste carburant. En effet, le prix du gasoil a fortement augmenté sur l'année 2021
- à la hausse du poste charges de personnel pour 2 184 K€, qui est dû aux augmentations salariales d'une part, de la fin de l'activité partielle en 2021 et donc la fin des aides gouvernementales et d'autres part de la prise en compte d'un intéressement dont les objectifs ont atteint 104% et d'un complément d'intéressement provisionné
- à la baisse des dotations aux amortissements et provisions pour 1 337 K€, les dotations 2020 étant impactées par la provision CPF pour 663 K€ notamment.

Le résultat d'exploitation ressort à +257 K€ contre -935 K€ en 2020.

Le résultat financier du groupe est négatif de -466 K€, en amélioration de 50 K€ par rapport à 2020.

Le résultat courant augmente de 1 242 K€ soit un résultat courant au 31 décembre 2021 de -209 K€ contre -1 451 K€ l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel dégagé sur l'exercice est positif, il atteint 211 K€.

Après prise en charge de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt différé à hauteur de 26 K€, le résultat net 2021 est arrêté avec un déficit de 27 K€ contre 976 K€ pour l'exercice précédent.

La quote-part du résultat hors groupe s'élève à + 3 K€ contre - 33 K€ en 2020.

V. EVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE

Les capitaux propres du groupe s'élèvent à 8 800 K€ contre 8 889 K€ au 31 décembre 2020.

Les intérêts minoritaires sont de 65 K€ au 31 décembre 2021 contre 62 K€ en 2020.
L'amortissement de caducité du droit d'entrée de la DSP Stationnement s'élève à 3 577 K€.

Les dettes financières nettes s'élèvent à 16 749 K€ et représentent 189 % des capitaux propres de l'ensemble consolidé, contre 220 % au 31 décembre 2020.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 10 638 K€ au 31 décembre 2021.

VI. LES PERFORMANCES DU GROUPE EN CHIFFRES EN 2021

EBE GROUPE

2020 : 2.64M€
2021 : 3.37M€
Variation :
+27%

EFN GROUPE

2020 : 17.30M€
2021 : 18.06M€
Variation : +4%

EBITDA GROUPE

2020 : 4.92M€
2021 : 4.99M€
Variation : +1%

CAF GROUPE

2020 : 3.37M€
2021 : 3.42M€
Variation : +1%

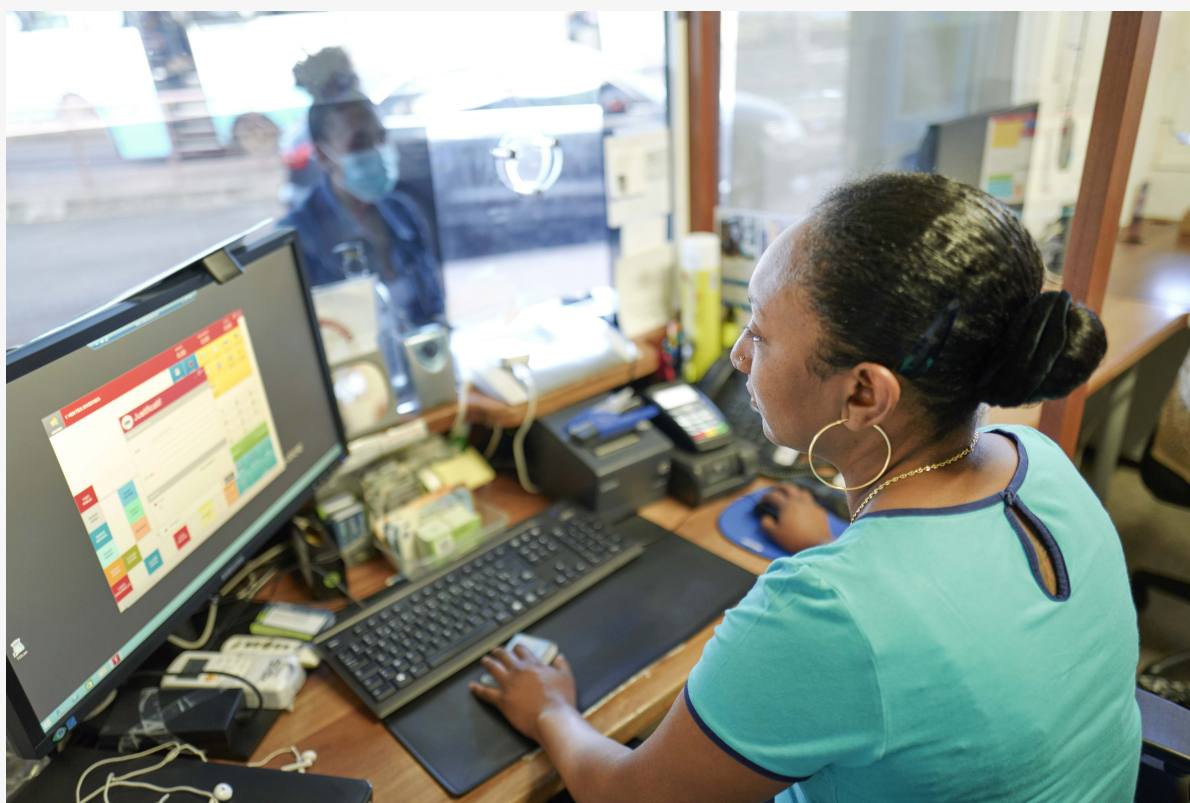
CA GROUPE

2020 : 13.36M€
2021 : 14.88M€
Variation :
+11%

Rés. Net du groupe

2020 : -0.98M€
2021 : 0.03M€
Variation : +97%

BILAN SOCIAL



291 personnes salariées en contrat à durée indéterminée ont été recensées au 31 décembre 2021 (hors mandataires sociaux).

I. CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE COVID-19

Le contexte de crise sanitaire lié au Covid-19 et ses conséquences ont perduré sur l'année 2021 impactant fortement la SODIPARC et ses équipes dans leur quotidien travail. L'activité des équipes a été rythmée par les périodes de couvre-feu, de télétravail ou encore d'isolement en raison de la circulation du virus.

Dans ce contexte incertain, les équipes de la SODIPARC ont su faire preuve d'agilité et de professionnalisme dans leur activité respective pour maintenir la continuité du service public.

Les mesures d'informations et de préventions en matière sanitaire ont été adaptées en collaboration avec les membres de la Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) tout au long de l'année 2021 afin de préserver la santé des collaborateurs. Les protocoles internes ont été actualisés en fonction de l'évolution des mesures légales et réglementaires.

La SODIPARC a poursuivi la mobilisation des équipes d'entretien et de propreté pour notamment effectuer des opérations de désinfection des bus sur les points d'arrêts et les pôles d'échanges du réseau de transport fortement fréquentés.

La SODIPARC a également fait appel toutes les fois où cela a été nécessaire à un prestataire externe spécialisé dans la désinfection des locaux professionnels. Par ailleurs courant décembre 2021 à l'initiative de la Direction Générale un dépistage covid-19 massif et gratuit sur la base du volontariat a été organisé pour les salariés en collaboration avec l'ARS (Agence Régionale de Santé). Sur 130 tests réalisés, 100 % des résultats étaient négatifs.

Pour les cas internes de Covid-19 suspectés ou avérés, le protocole sanitaire en vigueur au sein de l'entreprise prévoyait notamment :

- l'identification des salariés positifs et potentiellement dit cas contacts
- leur mise en isolement préventif
- la mise à disposition d'un guide cas contact interne pour accompagner les salariés concernés dans leur démarche déclarative auprès des institutions
- l'information des Représentants du personnel (membres du CSE et de la CSSCT)
- l'information des services de la Médecine du travail
- l'information des services de l'Agence Réunionnaise de Santé (ARS)
- la désinfection des locaux et/ou véhicules professionnels concernés
- l'accompagnement par la Direction des Ressources Humaines des collaborateurs concernés en vue de leur reprise du travail sous réserve d'un état de santé le permettant.

- Pendant toute la période d'état d'urgence sanitaire, le maintien du salaire de base ancienneté incluse à 100 % et sans jour de carence pour les salariés dits cas contact disposant d'un arrêt dérogatoire de la CGSS (Caisse Générale de la Sécurité Sociale).

L'ensemble de ces mesures avait pour objectif d'assurer la continuité des activités et des services de l'entreprise et ce même au plus fort de la crise sanitaire et des périodes de couvre-feu.

La SODIPARC a donc su compter sur des collaborateurs d'expérience ayant pour principale préoccupation la continuité du service public, la préservation de la santé des usagers et la préservation de leur outil de travail.

II. POLITIQUE D'INSERTION SOCIALE ET ENTREPRISE APPRENANTE

Malgré ce contexte incertain, la SODIPARC a tenu à poursuivre ses engagements RSE en matière d'insertion sociale et son rôle d'entreprise Apprenante.

Pour l'année 2021, la SODIPARC a totalisé 14 900,09 heures au titre de l'insertion sociale de publics ayant des difficultés d'accès à l'emploi. L'objectif étant de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi et celles rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

A cet effet et dans le cadre de sa Politique de RSE (Responsabilité Sociétale), hormis le recrutement et l'embauche de publics ciblés, des dispositifs d'immersion professionnelle et de découverte métiers ont continué à être mis en œuvre au sein de l'entreprise.

Ainsi, la SODIPARC, a effectué en 2021 sur les métiers de Conducteur-Receveur et de Conducteur-Accompagnateur, 10 Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel soit 805 heures de formation et d'accompagnement en partenariat avec le Pôle Emploi.

L'accent a également été mis sur l'accueil de 22 stagiaires pour un total de 3 051 heures sur des métiers tels que le Contrôle urbain de voyageurs, l'Informatique, la Mécanique, les Ressources Humaines et l'Administratif et 6 jeunes en contrat d'apprentissage, 4 femmes et 2 hommes ont été embauchés en 2021 soit 4 192 heures de formation en partenariat avec les établissements du Territoire. La SODIPARC, confirme ainsi son engagement de se tourner volontairement vers les publics les plus éloignés du marché de l'emploi en matière de politique d'insertion professionnelle et d'accès à l'emploi

III. RESSOURCES HUMAINES

Sur l'année 2021, La Direction Générale a procédé à l'embauche en contrat à durée indéterminée de 9 collaborateurs dont 7 qui étaient en contrat à durée déterminée. Ces investissements en ressources humaines ont été effectués au sein des Directions du Transport, des Ressources Humaines, de l'Entretien-Propreté-Espaces verts, d'Etudes et Méthodes, Marketing et Commercial et l'Atelier.

Par ailleurs, la Direction Générale a poursuivi sa stratégie de promotion interne pour pourvoir les postes vacants ou nouvellement créés. Ainsi 19 Collaborateurs de la SODIPARC ont accédé à une nouvelle fonction en 2021. 4 d'entre eux ont suivi un processus de recrutement et de concours interne suite à appel à candidature pour accéder à leur nouvelle fonction.

IV. INSTANCE REPRESENTATIVE DU PERSONNEL ET DIALOGUE SOCIAL

- Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) :
 - Remplacement d'un élu titulaire membre de la CSSCT le 15 octobre 2021
- Représentant du Comité Social et Economique (CSE) au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale :
 - Remplacement d'un élu titulaire du 1er collège le 15 octobre 2021

En matière de dialogue social, l'objectif de la Direction Générale pour l'année 2021 étaient de re-construire un dialogue apaisé et constructif avec l'ensemble des Partenaires sociaux et Représentants du personnel. Cela s'est traduit par 28 rencontres (réunions CSE bimestriel et CSSCT annuel incluses).

Instances RP et Partenaires sociaux	Nombre de rencontres
Réunion CSE ordinaire	6
Réunion CSE extraordinaire	3
Réunion CSST ordinaire	4
Réunion CSST extraordinaire	2
Réunion de négociations avec les délégués syndicaux	13

V. ACCORDS D'ENTREPRISE ET MESURES SOCIALES

Sur l'année 2021, 3 accords d'entreprise ont signé avec les Partenaires sociaux. 2 accords sur 3 ont recueilli la signature des 5 Organisations syndicales représentatives au sein de l'entreprise (CFE-CGC-SNRTC / CGTR / FO / SUD TP / UR 974).

- Avenant n°1 à l'Accord d'intéressement 2021
- Protocole d'accord sur les modalités de la négociation annuelle obligatoire 2021
- Protocole d'accord portant sur la négociation annuelle obligatoire 2021

En matière de mesures sociales, malgré les conséquences économiques et financières dues à la crise sanitaire qui ont perduré sur l'année 202, la SODIPARC a fait le choix de maintenir le pouvoir d'achat de ses salariés et de continuer à améliorer le cadre et les conditions de travail de ses salariés.

Ainsi, la Direction Générale de la SODIPARC a décidé :

- le maintien du salaire de base ancienneté incluse à 100 % et sans jour de carence pour les salariés identifiés comme cas contacts covid-19 et disposant d'un arrêt dérogatoire de la CGSS (Caisse Générale de la Sécurité Sociale)
- de verser à ses salariés en CDI et CDD une prime PEPA (Prime Exceptionnelle de Pouvoir d'Achat) pour un montant total de 199 K€. 331 collaborateurs ont ainsi pu bénéficier de cette prime pour un montant de 600 €. Au regard du contexte financier de l'entreprise, de manière symbolique et solidaire, l'ensemble des Directeurs de la SODIPARC en accord avec la Direction Générale n'ont pas été bénéficiaires de cette prime PEPA
- de verser au titre de l'année 2021, la prime annuelle de performance B.A.B.C. (Bonus Annuel Bon Conducteur) aux Conducteurs-Receveurs bénéficiaires pour un montant total de 103 K€ brut, après avoir révisé par avenant les modalités de calculs pour tenir compte du contexte de crise sanitaire.

Le 21 octobre 2021, à l'issue de 5 séances de négociations dans le cadre des NAO 2021, la Direction Générale et 4 Organisations Syndicales représentatives sur 5 ont signé un accord qui a instauré les mesures suivantes :

- la revalorisation de la valeur du point le portant de 9,15 à 9,20 pour un coût total de 86 K€,
- l'accession au coefficient d'emploi 225 pour les Conducteurs-receveurs bénéficiaires de l'ancienne grille d'ancienneté pour un coût total de 46 K€. Cette mesure a pu bénéficier à 28 Conducteurs-receveur.

- la revalorisation de la nouvelle grille d'ancienneté pour les tranches 15 ans et 25 ans pour un coût total de 36 K€.
- l'augmentation du coefficient d'emploi de 5 points pour les salariés ayant un coefficient d'emploi inférieur à 215 et appartenant aux Directions et services suivants : CITYKER, Contrôle Stationnement, Entretien-propreté et espace verts, Atelier et Exploitation Stationnement pour un coût total de 60 K€.
- L'évolution professionnelle et salariale pour les Conducteurs-receveur disposant d'un minimum de 15 ans d'expérience professionnelle dans la fonction de Conducteur-receveur à la SODIPARC pour un coût total de 69 K€. Ainsi 59 Conducteurs-receveur ont pu bénéficier d'une revalorisation de leur coefficient d'emploi et accéder à la fonction de Conducteur-receveur Référent.

Le montant total des mesures accordées lors des NAO 2021 s'est élevé à 297 K€ brut charges comprises.

VI. INDEX EGALITE PROFESSIONNELLE FEMMES – HOMMES

L'index de l'égalité professionnelle permet aux entreprises de mesurer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes et met en évidence les points de progression sur lesquels agir quand ces disparités sont injustifiées. L'Index est une note sur 100 points, calculée chaque année à partir de 4 ou 5 indicateurs suivant la taille de l'entreprise. En cas d'Index inférieur à 75 points, l'entreprise doit prendre des mesures correctives, pour diminuer les écarts dans un délai de 3 ans sous peine de sanctions financières.

Ces indicateurs sont les suivants :

- L'écart de rémunération femmes-hommes,
- L'écart de répartition des augmentations individuelles,
- L'écart de répartition des promotions (uniquement dans les entreprises de plus de 250 salariés),
- Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité,
- La parité parmi les 10 plus hautes rémunérations.

Année	2018	2019	2020	2021
Note finale sur 100	58	88	46	92

Détail des notes par indicateurs	2018	2019	2020	2021	Nombre de points maximum des indicateurs calculables
Ecart de rémunérations	38	38	31	37	40
Ecart d'augmentation	Non calculable	20	Non calculable	20	20
Ecart de promotion	Non calculable	15	Non calculable	15	15
Retour de congés maternité	15	15	15	15	15
Hautes rémunérations	5	0	Non calculable	5	10
Note finale	58*	88	46*	92	100

*note à titre indicatif : Lorsqu'un indicateur n'est pas calculable, l'employeur n'est pas assujetti à l'obligation de publication de cet indicateur. Toutefois, si certains indicateurs sont calculables, l'employeur est tenu de les publier sur son site internet. (art.D 1142-5 code du travail).

L'année 2021 a vu l'index d'égalité professionnelle de la SODIPARC progresser de 46 points.

Cette progression traduit les mesures correctives, les avancées et les engagements en matière d'égalité professionnelle Femmes-Hommes pris par la Direction Générale de la SODIPARC tout au long de l'année 2021.

La note finale 2021 atteint 92 sur 100 contre 46 en 2020, ce qui témoigne de la pertinence des actions menées en faveur de l'égalité professionnelle Femmes-Hommes au sein de l'entreprise.

En effet au 31/12/2021, la SODIPARC comptait 84 Femmes et 237 Hommes contre 68 femmes et 227 hommes en 2020. La population féminine a progressé de 19 % quand celle des hommes a augmenté de 4,2 % par rapport à 2020.

Cette progression a donc été favorisée par l'embauche de personnel féminin, la féminisation de l'encadrement et l'augmentation du nombre de femme parmi les 10 plus hautes rémunérations.

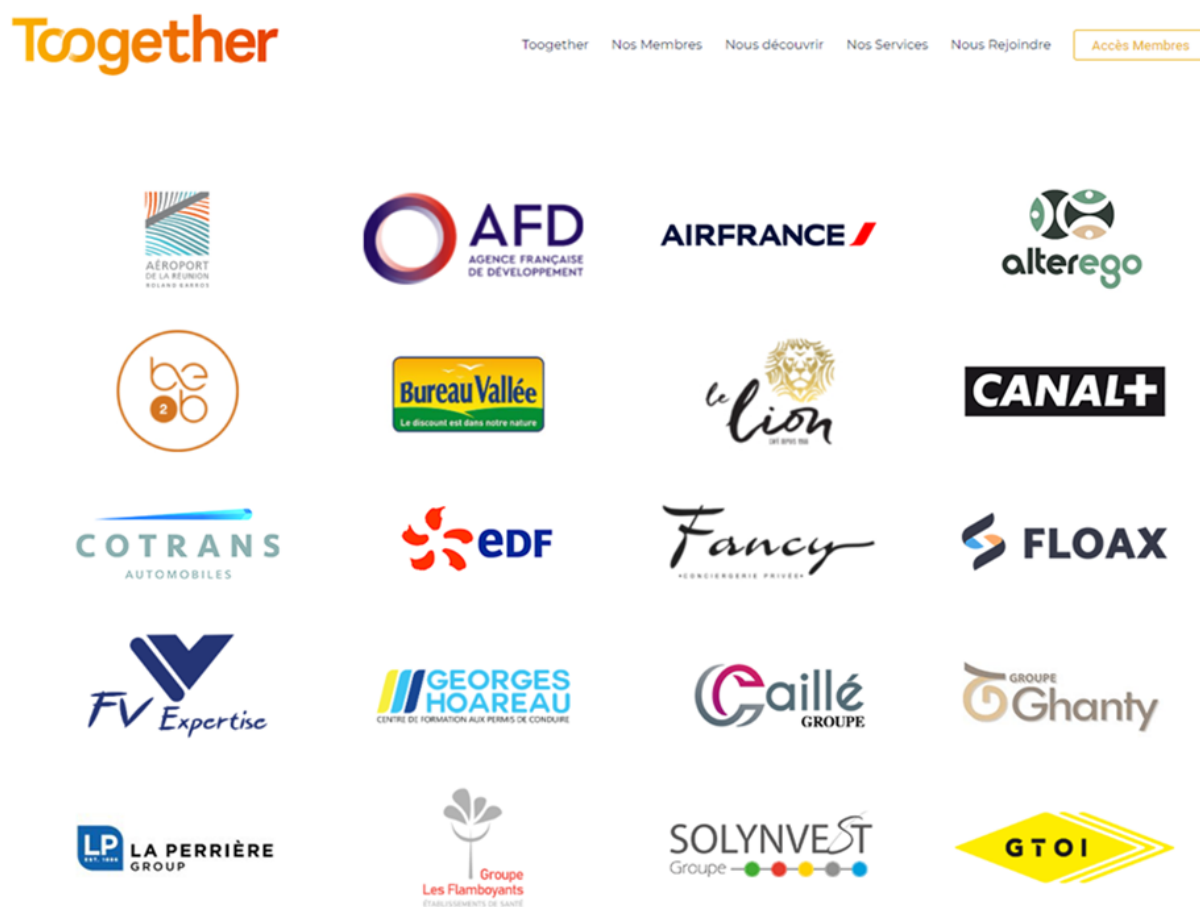
Par ailleurs, La SODIPARC reste fortement engagée pour l'égalité professionnelle.

Aux côtés de 3 autres membres fondateurs, la SODIPARC a participé à la création de Toogether (www.toogether.re), un groupement d'entreprises de partage et d'action pour l'égalité femmes hommes, créé par et pour les entreprises.

L'objectif : faire de l'égalité des chances un levier de performance et de compétitivité.



Les entreprises membres de TOOGETHER :



Enfin une communication a été faite auprès de l'ensemble des salariés et des membres du Comité Social et Economique.



L'index de l'égalité professionnelle à la SODIPARC

Au titre de l'année 2021, l'index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes à la SODIPARC est de 92 s/100.

Cet index mesure les écarts salariaux entre les femmes et les hommes et permet d'évaluer sur 100 points le niveau d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au travers de 5 indicateurs :

- Les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes,
- Les écarts dans les augmentations individuelles entre les femmes et les hommes,
- Les écarts dans les promotions entre les femmes et les hommes,
- Les augmentations au retour de congé de maternité,
- La répartition par sexe des dix salariés ayant les plus hautes rémunérations.

Avec une note de 92 sur 100, cela traduit les mesures correctives, les avancées et les engagements en matière d'égalité Femmes-Hommes pris par la Direction Générale de la SODIPARC tout au long de l'année 2021. **La SODIPARC enregistre une progression de + 46 points par rapport à l'année 2020** ce qui témoigne de la pertinence des actions menées chaque jour en faveur de l'égalité professionnelle Femmes-Hommes au sein de l'entreprise.

La Direction Générale remercie l'ensemble des professionnels de la SODIPARC pour leur mobilisation en faveur de l'égalité professionnelle.

ENSAMB RESTONS MOBILISÉS POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE



VII. LA FORMATION EN 2021

La SODIPARC a poursuivi sa politique de formation et de professionnalisation offensive orientée vers l'ensemble de son personnel et particulièrement vers celui de la conduite, de l'encadrement, grâce aux Managers de Proximité et du renforcement et développement des compétences du service Entretien qui œuvrent au quotidien pour garantir et maintenir un service d'excellence.

Ainsi, le plan de formation 2021 s'est articulé autour d'actions répondant aux évolutions et aux adaptations des métiers et à l'environnement de l'entreprise. Il a également, dans la continuité de l'année 2020, été calibré pour répondre aux exigences et aux engagements relatifs aux cadres des délégations de service public développés par l'entreprise.

En 2021, **199 salariés** ont bénéficié d'une action de formation. Au total, ils ont bénéficié de **5 282 heures de formation**, une augmentation de 20% par rapport à l'exercice 2019 et une augmentation de 33 % par rapport à l'exercice 2020. Cette dernière ayant été particulière en raison du contexte sanitaire. **L'investissement formation s'est élevé en 2021 à 121 027,12 €.**

Au total, les salariés ont bénéficié de 5 282 heures de formation contre 3 532 heures en 2020 contre et 4 432,5 heures en 2019.

L'investissement formation s'est principalement orienté vers le personnel de conduite, de contrôle et de médiation, sur des formations de types prévention, la F.C.O. (Formation Continue Obligatoire), l'accueil des personnes à mobilité réduite et le constat amiable.

La gestion des conflits en milieu confiné par la communication et le self-défense n'a pas pu être réactivée en 2021, à la suite du contexte lié à la crise sanitaire.

Pour rappel, cette formation a été mise en place fin 2017 et le programme a été construit pour répondre aux problématiques que rencontrent les collaborateurs en contact avec la clientèle.

Dans le cadre de formations qualifiantes, 6 contrats d'apprentissage ont été embauchés sur l'exercice 2021.

La SODIPARC souhaite poursuivre sa stratégie de société d'économie de métiers et d'entreprise apprenante.

Le détail de ces formations est développé ci-après.

• FORMATIONS LIEES À LA CONDUITE

- La SODIPARC dispose dans ses ressources internes, d'un formateur qui dispense la plupart des actions de formation du personnel de conduite. Les axes prioritaires de formation ont été fixés au regard de nos engagements en matière de professionnalisation et de prévention pour nos Conducteurs(rices)-Receveurs(ses) et Conducteurs(rices)-Accompagnateurs(rices) :
- FCO : 34 salariés ont bénéficié de cette formation au cours de l'année écoulée.
- Accueil des Personnes à Mobilité Réduite : 31 salariés ont bénéficié de cette formation.
- Le Constat Amiable – Réflexe – un constat bien rempli est un accident réglé : 34 salariés ont bénéficié de cette formation. Cette action de formation se poursuivra sur l'année 2022.

La SODIPARC encourage la promotion interne et continue d'investir sur ses collaborateurs notamment par la formation :

- Formation Parcours Encadrement de Proximité : 4 salariés ont bénéficié de cette formation dans le cadre de leur promotion interne. Celle-ci porte notamment sur le rôle d'encadrement, la communication, l'information, le management, les décisions au quotidien, le suivi d'activité et les spécificités Transport. Une soutenance valide ce parcours de formation.
- Formation Décret 11 36 et Loi SAVARY : 5 salariés ont suivi cette formation dont 3 dans le cadre de leur promotion interne. Cette formation porte sur un rappel du cadre juridique du Contrôleur incluant des mises en situation.
- Formation Permis D et FIMO Voyageurs : 6 salariés ont été accompagnés et ont bénéficié de cette formation pour une montée en compétence dans leur poste actuel, d'encourager les évolutions professionnelles et leur permettre d'accéder notamment, au poste de Conducteurs(rices)-Receveurs(ses).
- Les fondamentaux de la régulation : 10 salariés ont suivi cette formation au cours de l'année. Celle-ci avait pour objectif de rappeler et de mieux appréhender les enjeux de la régulation et le rôle du régulateur.

• FORMATIONS DE MAINTENANCE ET GESTION DU PARC

Formation GX 137 – Euro6 : 7 salariés ont suivi cette formation pour renforcer et approfondir leurs connaissances sur l'entretien préventif, la maintenance et les réglages spécifiques Euro6, climatisation, étude des systèmes électriques, circuits pneumatiques, diagnostics, technologie du moteur et gestion électronique spécifique.

• FORMATIONS RELEVANT DE LA SECURITE ET DE LA GESTION DES RISQUES

- Formation EPI-EVACUATION : 16 salariés ont bénéficié de cette formation. L'objectif étant de former les salariés à savoir quand et comment se déclenche un feu, savoir prendre ou faire prendre les mesures nécessaires à la sécurité des personnels de l'entreprise et la conduite à tenir face à un feu d'incendie. Des mises en situations concrètes ont eu lieu avec des exercices d'évacuation dans les différents locaux de la SODIPARC.
- Recyclage SST (Sauveteur Secourisme au Travail) : 5 salariés ont bénéficié de cette formation afin de leur permettre d'actualiser leurs compétences en secourisme et de revoir les gestes de premier secours. Il s'agissait aussi de s'assurer que le salarié détienne les connaissances et les compétences nécessaires pour intervenir avec efficacité et sûreté sur une personne blessée.

Remise à niveau des SSIAP 1 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes de niveau 1) : 4 salariés ont bénéficié de cette formation. L'objectif étant de remettre à niveau les compétences acquises initialement dans le cadre du diplôme par les salariés concernés pour réaliser de nouveau des missions au sein d'établissements recevant du public (ERP).

• FORMATIONS RELATIVES A LA GESTION COMMERCIALE ET A LA GESTION ADMINISTRATIVE

- Actualité Fiscale et Loi de Finance : 2 salariés ont suivi cette formation en cours d'année.
- Actualité Sociale : 2 salariés ont bénéficié de cette formation.
- Actualité de la Paie : 2 salariés ont suivi cette formation en cours d'année.
- Les Contrats de Travail – Du choix à la rupture : 14 salariés ont bénéficié de cette formation. Celle-ci avait pour objectif celui de rappeler les bonnes pratiques et les bons automatismes à adopter en fonction des besoins de l'activité.
- Parcours Métier – Contrôle de Gestion : 1 salariée a bénéficié de ce parcours de formation débuté en 2020 et qui s'est inscrit dans un cursus jusqu'en 2021. Celui-ci a eu pour objectif d'accompagner et de faire une montée en compétence dans le cadre d'une promotion interne.

- Bilan de Compétence : 1 salarié a bénéficié de cet accompagnement dans le cadre d'une promotion interne.
- Parcours les Clés du Management : 10 salariés ont bénéficié de cette formation, l'objectif étant de rappeler les fondamentaux du Management avec un regard neuf, renforcer grâce à de nouveaux outils, les acquis des nouveaux managers dans le développement des performances individuelles et collectives en accompagnant, fédérant et motivant sur la durée.

• FORMATIONS EN ALTERNANCE ET EN PERIODE DE PROFESSIONNALISATION

- La SODIPARC continue de privilégier la formation de la jeunesse en investissant humainement sur le long terme et ainsi contribuer à leur devenir :
- Une salariée a débuté en contrat d'apprentissage dans le cadre d'un BTS Comptabilité Gestion. Cette formation de 2 années se poursuivra jusqu'en 2023.
- Une salariée a débuté un contrat d'apprentissage dans le cadre d'un Master mention Management et Business Développement. Cette formation d'une année se poursuivra jusqu'en 2022.
- Un salarié a débuté en contrat d'apprentissage dans le cadre d'un BTS Maintenance des Systèmes. Cette formation d'une année prendra fin en 2022.
- Une salariée a débuté un contrat d'apprentissage d'Assistante Commerciale. Cette formation d'une année prendra fin en 2022.
- Un salarié a débuté en contrat d'apprentissage dans le cadre d'un CAP Maintenance des Véhicules OPT B et Véhicules de Transport Routier. Cette formation d'un an et demi prendra fin en 2023.
- Une salariée a débuté un contrat d'apprentissage en tant qu'Assistante Ressources Humaines. Cette formation d'une année prendra fin en 2022.

Ces actions de formation répondent aux exigences que s'est fixée la SODIPARC, à savoir poursuivre ses objectifs d'amélioration de la qualité de service, consolider le travail initié sur la prévention des risques, la sécurité au sein des Directions opérationnelles et de leurs activités.

TABEAU DE SYNTHESE DES FORMATIONS MISES EN ŒUVRE AU SEIN DE LA SODIPARC 2021

INTITULE DE LA FORMATION	Nb de salariés	Nb d'heures	Coût pédagogique
ACCUEILLIR LES PERSONNES A MOBILITE REDUITE	31	217,00	8 272,01
ACTUALITE DE LA PAIE	2	14,00	1 240,00
ACTUALITE FISCALE ET LOI DES FINANCES	2	14,00	1 240,00
ACTUALITE SOCIALE	2	14,00	1 380,00
CONTROLE DE GESTION - PARCOURS METIER	1	28,00	4 080,00
DECRET 11 36 ET LOI SAVARY	5	105,00	2 100,00
EPI - EVACUATION	22	74,00	1 800,00
FCO 2021	33	1 155,00	3 834,79
FIMO VOYAGEURS	6	840,00	12 180,00
LE CONSTAT AMIABLE : RÉFLEXE - UN CONSTAT BIEN REMPLI EST UN ACCIDENT RÉGLÉ	34	238,00	9 306,02
LES CONTRATS DE TRAVAIL - DU CHOIX A LA RUPTURE	14	196,00	5 199,98
LES FONDAMENTAUX DE LA REGULATION	10	70,00	4 000,00
PARCOURS ENCADREMENT DE PROXIMITE	4	448,00	22 528,00
PARCOURS LES CLES DU MANAGEMENT	10	280,00	6 174,10
PERMIS B - BOITE MANUELLE	1	7,00	400,00
PERMIS D	5	1 050,00	12 500,00
RECYCLAGE SST	5	35,00	792,05
REMISE A NIVEAU SSIAP1	4	84,00	1 600,20
S088H - GX 137 LA REUNION	7	392,00	20 899,97
BILAN DE COMPETENCES	1	21,00	1 500,00
TOTAL GENERAL	199	5 282,00	121 027,12

• LE COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF) ET LE CPF DE TRANSITION

- Le CPF est en application depuis le 1er janvier 2015. Il se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF) et permet à toute personne, salariée ou demandeur d'emploi, de suivre, à son initiative, une action de formation.
- Il accompagne son titulaire dès l'entrée dans la vie professionnelle, tout au long de sa carrière jusqu'au départ en retraite.
- Le CPF de transition remplace le congé individuel de formation (CIF), dispositif supprimé depuis janvier 2019.
- Le CPF de transition répond au besoin du salarié qui souhaite se qualifier, changer de métier ou de profession de manière sécurisée.
- Grâce à ce dispositif connexe au CPF, le salarié peut financer une formation certifiante en lien avec son projet de transition professionnelle, en utilisant les droits acquis sur son CPF (enveloppe en euros), sous réserve que son dossier de financement soit accepté.
- Il bénéficie alors d'un droit à congé avec l'accord de son employeur et du maintien de sa rémunération pendant la durée la formation.
- En 2021, 2 salariés se sont rapprochés de la Direction des Ressources Humaines pour un accompagnement dans la formalisation de leur projet de formation mobilisant le CPF et le CPF de Transition.

• LES STAGES EN 2021

La SODIPARC souhaite poursuivre sa stratégie de société d'économie de métiers et d'entreprise apprenante. En 2021, 22 stagiaires ont été accompagnés par nos équipes dans différents services tels que le service du Stationnement, le service Contrôle, le service Administratif de l'Exploitation Transport, le service des Ressources Humaines, le service Etudes et Méthodes, le service Marketing et commercial enfin le service Atelier.

Cette démarche dans laquelle s'est inscrite la SODIPARC pour être une entreprise apprenante se poursuivra en 2022 pour accueillir davantage de stagiaires en maintenant un niveau d'accompagnement de qualité.

En effet le stage a pour but de faire découvrir aux étudiants, le monde du travail afin de mieux appréhender un métier ou un secteur d'activité auprès de professionnels qui seront là pour accompagner et guider. Il constitue également un excellent moyen pour les étudiants d'enrichir leur expérience professionnelle de bâtir un réseau et ainsi augmenter leurs chances d'obtenir un contrat par la suite.

VIII. LA PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Un plan de prévention de lutte contre les Risques Psychosociaux a été mis en place et se développe depuis 2014. Il a permis de déployer des actions destinées à améliorer la sécurité des salariés.

Le travail des équipes et les moyens mobilisés à son service se développe sur 6 champs et thématiques d'intervention :

1. Tâches - Responsabilités – Organisation
2. Développer les compétences des salariés en situations conflictuelles
3. Culture et Sécurité
4. Management et Prévention des RPS
5. Communication - Diffusion
6. Evaluation

MANAGEMENT ET PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

La SODIPARC a poursuivi en 2021, la refonte et la mise à jour du DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) selon une nouvelle méthodologie de travail initiée en 2020. Elle vise à impliquer davantage les Directeurs, les Chefs de service ou les Responsables de services dans la voie du Management de la Sécurité.

Le tableau suivant donne une vision synthétique de l'organisation qui par sa segmentation, clarifie les équipes de travail à monter et de facto les participants qui doivent se trouver autour de la table :

	Activité	Directeur ou resp. du Service	Membres associés	Population des salariés concernés
TRANSPORT	TRANSPORT	Responsable Exploitation Transport	Managers de Proximité	Conducteur-Receveur Conducteur-Assureur Agent de planning
	CONTRÔLE		Assistante Exploitation	Contrôleurs
	MAINTENANCE	Responsable de Parc		Mécaniciens Carrossier Technicien frigoriste Magasinier Femmes de ménage
	PROPRETE BUS	Responsable de Parc	Référent Propreté	Agents Entretien Chef Equipe Propreté
	CITYKER	Chargé de Mission	Chargés de Clientèle Agent de Planning	Conducteur - Accompagnateur
	RH	DRH		Personnel Administratif RH
	COMPTABILITE	Responsable Administratif et Comptable		Personnel Administratif Comptable
	MARKETING ET FORCES DE VENTE	Directrice Marketing	Assistants Marketing	Agents Commerciaux
PARKING	EXPLOITATION DES PARCS	Directeur Stationnement	Chef d'équipe	Agent Exploitation
	MAINTENANCE		Chef d'équipe	Techniciens
	PROPRETE		Chef d'équipe	Agent Entretien
	COLLECTE		Chef d'équipe	Agents de Collecte horodateurs
	CONTROLE VOIRIE		Salarié volontaire	ASVP

Des groupes de travail se sont constitués avec le Directeur ou le Responsable du service, accompagnés d'au moins deux salariés de son service, l'un occupant préférentiellement une position d'encadrement et l'autre étant un salarié volontaire.

L'analyse des situations de travail s'est faite à partir du référentiel des risques standards, proposé par l'Institut National de Recherche et de Sécurité qui seront si besoin complétés par des risques spécifiques aux situations de travail rencontrés.

Le travail a été mené à terme pour la Direction du Stationnement et les services Atelier, Entretien-Propreté-Espaces Verts avec la constitution de 5 groupes de travail pour 5 métiers. Ces réunions de travail ont abouti à la mise en place d'actions de sécurité pour les risques identifiés et avec un degré de criticité élevés.

MANAGEMENT ET PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

• BILAN DU SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

En matière d'accompagnement et de soutien psychologique, La SODIPARC a poursuivi sur l'année 2021 son partenariat avec le Cabinet ELIDE- Mr Clément VAUGIER- Psychologue clinicien en orientant les salariés exprimant une souffrance sur leur lieu de travail vers notre partenaire.

Ci-après un bilan 2021 des interventions du Psychologue-clinicien au profit des salariés de la SODIPARC :

Total : 23 déclenchements en 2021 (dont 5 toujours en cours de suivi : 3 pour des difficultés personnelles avec répercussions sur sphère professionnelle et 2 pour une agression physique) concernant au total 17 situations exclusivement professionnelles et 6 situations de difficultés personnelles ayant des répercussions sur la sphère professionnelle (respectivement 74% et 26%) :

- 26% problématique personnelle ayant des répercussions sur la sphère professionnelle - 22% conflit salarié et hiérarchie,
- 22% agression physique
- 13% agression verbale
- 9% accident
- 8% autre événement (décès d'un collègue ou cumul de difficultés professionnelles variées).

Sur les 18 suivis clôturés :

- Moyenne des suivis : ce sont en moyenne 2,8 entretiens qui ont été réalisés par salarié reçu.
- 2 orientations ont été faites vers la médecine du travail (11%).
- 5 entretiens n'ont pas pu être réalisés par absence du salarié sans information préalable.

Il convient de noter pour l'année 2021 :

- Doublement du nombre de déclenchements en 2021 par rapport à 2020 (23 en 2021 vs 10 en 2020 : x2,3).
- Forte augmentation des orientations pour des difficultés personnelles ayant des répercussions sur la sphère personnelles (5 suivis en 2021 vs 0 en 2020) avec dans plus de la moitié des suivis des absences injustifiées en fin de suivi.
- Forte augmentation des orientations pour des difficultés relationnelles voire des conflits entre des salariés et leur hiérarchie (3 situations sur cette année 2021 vs 1 seule en 2020).
- Augmentation importante également des suivis pour cause d'agression physique (5 situations sur cette année 2021 vs 1 seule en 2020).
- Orientations vers la médecine du travail plutôt stables (environ 10% des situations rencontrées).
- Pas de nette augmentation du nombre d'entretiens non honorés malgré un doublement du nombre de déclenchement.
- Léger allongement de la durée du suivi (2,8 entretiens en 2021 vs 2,2 entretiens en 2020).

• ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES SIGNALEMENTS POUR SUSPICION DE HARCÈLEMENT MORAL

En matière de signalement pour suspicion de harcèlement moral au travail, la SODIPARC a mis en place une procédure de signalement de risques RPS en partenariat avec une Psychologue du travail Madame Nadine POLEYA reconnue par la DIECCTE comme IPRP (Intervenant en Prévention des Risques Professionnels).

Pour l'année 2021, 6 signalements ont été recensés et traités via cette nouvelle procédure afin de garantir une impartialité, une équité, une neutralité et une confidentialité dans la prise en charge et le traitement de ce type de dossier. Si aucun des signalements n'a abouti sur le qualificatif juridique de suspicion de harcèlement moral, des points de vigilance ont été soulevés en matière d'organisation de travail, de pratiques managériales et de relations conflictuelles pouvant impacter l'ambiance générale de travail.

La Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines ont ainsi mis en place des actions correctives au travers de réunion de service pour permettre aux salariés de s'exprimer librement ou encore dans le cadre de réunion de médiation pour la résolution de conflit interpersonnel dans la sphère professionnelle. La mise à jour du DUERP en lien avec la CSSCT permet également la mise en œuvre d'actions d'amélioration en matière de conditions de travail.

PERSPECTIVES APRÈS 2021



L'année 2022 représente pour la SODIPARC l'aboutissement de bon nombre de projets jusqu'alors en gestation.

- **LANCEMENT DU PREMIER TÉLÉPHÉRIQUE 100% URBAIN DE FRANCE**

Le 15 mars 2022, la société ETOI'L dont SODIPARC est actionnaire lance le premier téléphérique 100% urbain de France reliant le Chaudron à Bois de Nèfles au moyen de 5 stations et de 2,7 kilomètres de câble.

- **LANCEMENT DU TRANSPORT À LA DEMANDE SUR LE SECTEUR DE BOIS DE NÈFLES**

En concomitance au lancement du téléphérique, une nouvelle offre de mobilité est mise en œuvre : la possibilité pour les riverains des hauts de Bois de Nèfles de réserver leur TAD (Transport à la Demande). Cette nouveauté permet d'apporter aux usagers du secteur une offre nouvelle, notamment sur les créneaux horaires dits « creux » et le dimanche.

- **MISE EN ŒUVRE DE LA RESTRUCTURATION DU RÉSEAU DE BUS**

L'arrivée du téléphérique a conduit à une restructuration du réseau de bus dans le secteur permettant de rationaliser l'offre et d'optimiser l'intermodalité de transport.

Des lignes structurantes (la ligne 6 et la ligne 7) se sont vues modifiées afin de respecter une ligne directrice claire : « le bus et le téléphérique ne sont pas en concurrence, les bus desservent les quartiers traversés par ce nouveaux TCSP et viennent l'irriguer ».

- **LANCEMENT DE L'OFFRE DE LOCATION DE VÉLOS ET DE TROTINETTES À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE**

L'année 2022 marquera également le lancement d'une offre nouvelle de mobilité sur le territoire de la CINOR : la possibilité pour les habitants de l'intercommunalité de louer sur des périodes allant de 1 mois à 3 mois des vélos et des trottinettes à assistance électrique à raison d'1€ par jour. La SODIPARC est le fer de lance de cette expérimentation pour le compte de la CINOR, l'offre initiale étant composée de 30 vélos et de 10 trottinettes. L'objectif à terme étant fixé à un parc à disposition du public de 2000 véhicules.

- **MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE GUIDAGE À LA PLACE**

L'année 2022 verra également se réaliser le projet de guidage à la place, lui-même issue d'une étude réalisée sur le stationnement au cœur de la ville de Saint Denis. Le guidage à la place permettra aux usagers des véhicules légers de préparer leurs déplacements en centre-ville et, au moyen d'une application dédiée d'être immédiatement dirigés vers des places de stationnement disponibles (il ne faut pas oublier qu'en moyenne 30% des embouteillages au cœur des villes sont générés par des automobilistes en recherche de place de stationnement.

La crise sanitaire que nous traversons depuis maintenant deux ans a permis de mettre en évidence les forces et les faiblesses de la société. La Direction Générale s'attèlera donc en 2022 à créer deux nouvelles filiales basées sur deux nouveaux métiers (préexistants au sein de l'entreprise).

• **CRÉATION D'UNE FILIALE DÉDIÉE À LA FORMATION**

La SODIPARC détient un savoir faire quasi unique à la Réunion en matière de stationnement, la Direction Générale souhaite donc capitaliser sur ce savoir faire afin de former le personnel qui œuvrera dans le futur sur les projets de mobilités immobiles (les parkings ou encore hubs de mobilité).

La SODIPARC détient également un savoir faire en matière de formation spécialisée Transport (FCO, FIMO) et pourrait tout à fait non seulement former son propre personnel en la matière mais également prodiguer des formations à des tiers.

• **CRÉATION D'UNE FILIALE DÉDIÉE À LA PUBLICITÉ**

La SODIPARC est la seule entreprise de la Réunion qui détient à la fois des délégations de service public dans le transport et dans le stationnement. C'est également la seule entreprise qui exploite le seul téléphérique urbain de l'île.

Elle dispose de supports de communication qui, ensemble représentent un véritable atout : les parkings, les bus, les cabines de téléphérique, les stations de téléphérique et même les toits des stations (visibles depuis les cabines).

La Direction Générale souhaite donc diversifier les métiers de la SODIPARC en y ajoutant la location d'espaces publicitaires.

• **CONSOLIDER LE RÔLE SOCIAL ET SOCIÉTAL DE LA SODIPARC**

En 2021, la SODIPARC a tissé de nombreux partenariats avec les acteurs associatifs locaux mais également avec les autorités régaliennes. En 2022, la Direction Générale souhaite continuer l'expansion de ces partenariats qui participent activement à l'essor du territoire de la CINOR.

De plus, la Direction Générale, consciente du rôle social et sociétal de la SEM sur son territoire entend bien perpétuer les efforts en matière d'accueil d'apprenants.

Enfin, la Direction Générale souhaite également apporter son entier soutien à ses salariés qui n'ont malheureusement pas eu l'opportunité de poursuivre des études mais qui pour autant souhaitent évoluer en interne via la Création d'une Académie SODIPARC. Cette académie permettra à tous les salariés désireux de se perfectionner de le faire sur leur temps libre, accompagnés de professionnels de la formation continue.

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION 2021



I. CONVENTIONS REGLEMENTEES SIGNIFICATIVES A L'INTERIEUR DU GROUPE

ARTICLE L 225-102 DU CODE DE COMMERCE

SARL TAXINOR

1.ASSISTANCE ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET OPERATIONNELLE À TAXINOR

- Objet : l'assistance administrative, financière et opérationnelle
- Date d'effet : 1er avril 2007 – Durée 8 ans
- Montant annuel : 70 000 € révisé en 2014 : 90 000 €
- Produit de l'exercice : 2021 : 90 000 € (compte 706801)

2.MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET MOBILIER À TAXINOR

- Mise à la disposition de TAXINOR des locaux et mobilier de bureaux
- Date d'effet : 1er mars 1999
- Durée : 1 an (tacite reconduction)
- Produit de l'exercice 2021 : 3 659€ (compte 708310)

3.CONVENTION DE RÈGLEMENT FINANCIER AUTORISANT L'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE SODIPARC ET TAXINOR RÉMUNÉRÉE AU TAUX DE 2.03% PAR AN

- Date de prise d'effet : 25 mai 2016 (compte 467001)
- Durée : un an (tacite reconduction)
- Compte courant : 0€

Dont :

- Produit de l'exercice 2021 : 413 € (compte 762400)

4.LOCATIONS VÉHICULES TAXINOR

Mise à disposition par TAXINOR de 2 minibus FORD en vue du fonctionnement de l'activité CITYKER

- Coût : 20 000.00 €
- Charge de l'exercice 2021 : 20 000.00 € (compte 613570)

5.LOCATIONS VÉHICULES TAXINOR

Mise à disposition par TAXINOR de 2 minibus FORD en vue du fonctionnement de l'activité CITYKER

- Coût : 22 000.00 €
- Charge de l'exercice 2021 : 21 527 € (Assurance incluse - compte 613570)

1.CONSTITUTION DE LA SAS HOIPARK

Société créée pour la construction, le financement, l'exploitation d'un parking d'environ 500 places du centre hospitalier régional Félix Guyon.

- Participation au capital initial: 4 900 €
- Rachat des parts ICADE, GTOI et JJ QUENTIN en 2014 (5 100 €)
- Détention du capital à 100% (compte 261000)
- Intégration au capital du compte courant 1 381 210 €
- Participation totale au capital: 1 391 210 €

2.CONVENTION D'EXPLOITATION SAS HOIPARK/SODIPARC

Contrat de prestation pour l'exploitation de la future concession du parking du CHR Félix Guyon de 498 places d'un montant de 242 000 € HT en valeur 1er janvier 2012.

- Date d'effet du contrat : 29 juin 2011- durée 25 ans
- Produit de l'exercice 2021 : 277 961 € (706810)

3.CONVENTION DE GESTION SAS HOIPARK/SODIPARC

Contrat de gestion administrative et financière de la SAS HOIPARK pour un montant annuel de 3 600 € HT jusqu'à la mise en service, puis 15 150 € HT

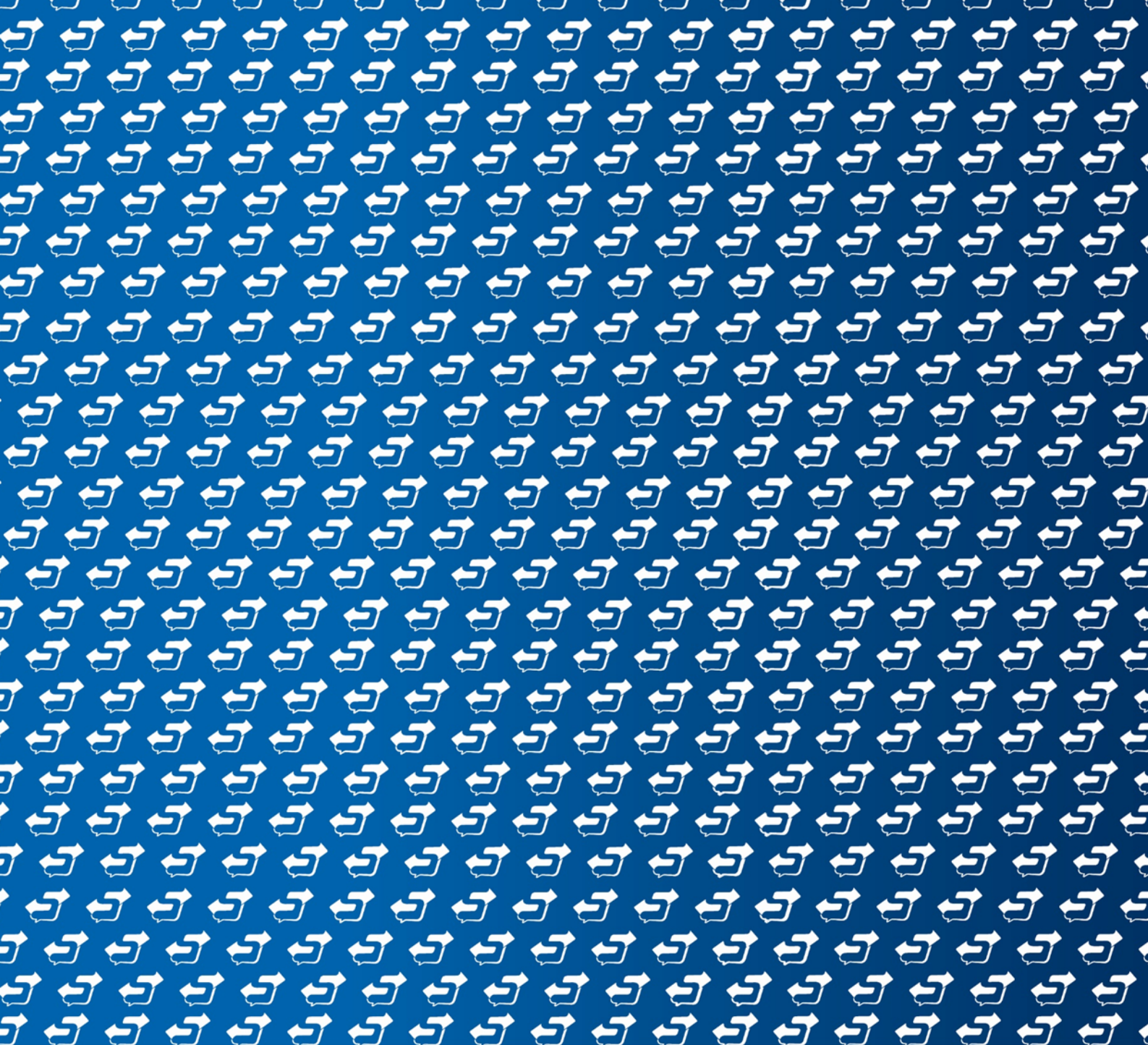
- Date d'effet du contrat : 29 juin 2011 – durée 25 ans
- Produit de l'exercice 2021 : 17 361 € (compte 706801)

4.CONVENTION DE GESTION SODIPARC/HOIPARK

Avenant n°1

Il s'agit d'un mandat donné à la SODIPARC pour contracter les assurances pour le compte d'HOIPARK. Conformément aux engagements de la convention de crédit entre CEPAC et HOIPARK, l'assureur de SODIPARC cèdera ses créances à la CEPAC en cas de sinistre.

- Prise d'effet : 15 novembre 2013.
- Montant de l'assurance annuelle 2021 : 15 405€ HT



www.sodiparc.re
14 rue gabriel de kerveguen
97490 Sainte-Clotilde

RCS SAINT-DENIS B 379 994 734 SIRET 379 994 734 42 APE